



**ÉTATS-UNIS**  
**LES ÉVOLUTIONS**  
**DE DEMOCRATIC**  
**SOCIALISTS**  
**OF AMERICA**

• Les racines des manifestations au Népal •

• Les Émirats et le Soudan : un sous-impérialisme contre-révolutionnaire •

• Chine : mobilisations populaires et fractures systémiques •

**inprecor** sur le web :  
<https://inprecor.fr>



## Aux abonnés !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECEI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECEI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France

Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : [redaction@inprecor.fr](mailto:redaction@inprecor.fr)

Directeur de publication, gérant : Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France

Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

## Sommaire

octobre 2025 n° 737

### Éditorial

Uraz Aydin

Brisons le blocus de Gaza 3

### Népal

Alex de Jong

Les manifestations au Népal ont des racines profondes 4

### Moyen-Orient

Husam Mahjoub Les Émirats et le Soudan : un sous-impérialisme contre-révolutionnaire 7



Hani Adada

Le « Grand Israël » et les changements géopolitiques à venir 11

### DSA

Laura Waldin

Une histoire politique de Democratic Socialists of America, 1982-2025 16

Paul Le Blanc

États-Unis : les enseignements de la Convention annuelle de DSA 22

### Chine

Andrea Ferrario La Chine sous pression : mobilisations populaires et fractures systémiques 27



### Rencontres écosocialistes

Vanessa Dourado

II<sup>e</sup> Rencontre écosocialiste latino-américaine et caribéenne 33



### Brésil

Ana C. Carvalhaes

Des centaines de milliers de personnes contre l'amnistie accordée à Bolsonaro 35

## Abonnement (11 numéros par an)

### Ma formule

France - DOM-TOM - Europe - Afrique	30 € (6 mois) <input type="checkbox"/>
	55 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Autres destinations	39 € (6 mois) <input type="checkbox"/>
	71 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Pli fermé (toutes destinations)	92 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Moins de 25 ans et chômeurs	20 € (6 mois) <input type="checkbox"/>
Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations)	92 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Abonnement de soutien	..... à partir de 70 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Lecteurs solidaires (6 mois offerts à une personne qui ne peut pas payer)	24 € (6 mois) <input type="checkbox"/>
Abonnement PDF (pas d'envoi papier)	25 € (1 an) <input type="checkbox"/>

**Total :** .....

**Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !**

### Mes coordonnées

Nom ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ... .. Ville : .....  
Pays : ..... Tél. : ... ..  
E-mail : .....

### Formule découverte (réservé aux nouveaux abonnés)

**12 €, pour 3 mois**

**Anciens numéros**



### Mon paiement

• **Virements bancaires** à "PECEI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France. Compte n°30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN :

FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286

BIC : SOGEFRPP

• **Chèques bancaires** libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à Inprecor-PECEI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

• **Carte bancaire** sur <https://la-breche.com/abos-inprecor>



# Brisons le blocus de Gaza

La guerre génocidaire que l'État colonial sioniste mène depuis maintenant près de deux ans a atteint des proportions incommensurables. Avec les flottilles et la grève en Italie, on entrevoit une action susceptible de modifier le rapport de forces. L'attaque contre la Global Sumud, véritable acte de piraterie d'État, souligne à quel point la solidarité internationale dérange et doit donc être d'autant plus intensifiée.

Par  
Uraz Aydin

« **L'**air est lourd comme le plomb » disait Nazim Hikmet pour illustrer des conditions dépourvues d'espoir. Mais le poète communiste turc s'empressait d'ajouter « *accourez ! Je vous invite à faire fondre le plomb* »... Ayant largement profité du soutien financier, militaire et moral du monde occidental, Israël ne cesse de déchaîner une violence quasi apocalyptique contre la population de Gaza. Comme le philosophe radical Günther Anders le soulignait à propos d'Auschwitz et d'Hiroshima, la totalité des efforts d'anéantissement – dont l'abominable famine programmée – mobilisés par l'État sioniste envers la bande de Gaza et son peuple devient « hors limite » par rapport à notre perception, c'est-à-dire dépasse les capacités de notre entendement... et de notre conscience.

## Des symboles...

L'indignation qu'a provoquée le génocide prend au niveau international diverses formes depuis ces deux dernières années et suscite en retour une répression brutale. *Inprecor* et la presse liée à la Quatrième Internationale tentent de rendre compte de toutes ces actions de solidarité. La reconnaissance symbolique par divers États d'un hypothétique État palestinien, qui dans les conditions actuelles ressemblerait à des lambeaux d'État, sert essentiellement d'alibi pour masquer leur inaction face au génocide. Mais étant engendré par les mobilisations de solidarité, cela reflète également un changement des rapports de forces. Et aujourd'hui, c'est la flottille Global

Sumud, et son objectif de briser le blocus de Gaza, qui concentre l'attention de l'opinion publique pro-palestinienne au niveau mondial. Divers membres et sympathisant-es de la IV<sup>e</sup> Internationale ont pris part à la flottille, qui avant même son départ est devenue la cible d'attaques d'Israël.

## ... à l'action de masse

Toutefois parmi ces diverses formes de solidarité avec la résistance du peuple palestinien, celle à même de faire « fondre le plomb » est l'exceptionnelle grève générale en Italie. Exceptionnelle tant par son ampleur que par la dynamique qu'elle a libérée. Pour la première fois depuis des années – et depuis que les néofascistes ont accédé au pouvoir –, des dizaines de milliers de travailleuses et travailleurs, rejointes massivement par des étudiant-es, ont bloqué ports, routes et zones industrielles de Naples à Milan, de Gênes à Palerme. Si l'on ne peut pas parler d'une paralysie totale du pays, il est bien question d'une perturbation ciblée de secteurs stratégiques tel que la logistique et le transport.

Ce caractère intergénérationnel, interprofessionnel, coordonné et étendu à des dizaines de villes constitue déjà en soi, sous une forme certes embryonnaire, une rupture avec l'ordre établi et porte en lui le potentiel d'une reconstruction de la conscience de classe dont l'un des éléments décisifs est l'internationalisme. Car la lutte de classe et ses prin-

cipaux outils que sont la grève et le blocage sont mis au service de la solidarité avec le peuple palestinien. Cet élan ouvre ainsi la perspective d'un mouvement capable de lier la cause palestinienne aux luttes sociales contre la précarité, le militarisme et le néofascisme, posant les jalons d'une recomposition politique par en bas des travailleur-ses et des opprimé-es.

Le cas de la grève italienne n'est cependant pas isolé, si l'on prend en compte les mobilisations de masse et révoltes populaires qui ont traversé les divers continents ces dernières semaines, de l'Indonésie au Brésil, de la France au Népal et Madagascar dont nous essayons de comprendre les implications, les défis et les difficultés. Et surtout d'y inscrire la nécessaire solidarité internationale entre les peuples qui luttent et qui souffrent, comme en Ukraine ou au Soudan. Car nous, marxistes-révolutionnaires, sommes toujours persuadé-es que l'auto-activité des masses demeure notre point d'appui essentiel et notre principale source d'apprentissage dans la perspective internationaliste d'un monde émancipé de toute forme d'oppression. ■

Le 30 septembre  
2025



## Uraz Aydin

Uraz Aydin est membre du comité central du Parti ouvrier de Turquie (TIP) et membre de la direction de la IV<sup>e</sup> internationale.

Vos livres et revues, votre abonnement à *inprecor* sur internet: [la-breche.com](http://la-breche.com)

# Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44  
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h



## Les manifestations au Népal ont des racines profondes

Dans certaines conditions, une étincelle peut déclencher un incendie de prairie. Les manifestations contre l'interdiction des réseaux sociaux au Népal se sont transformées en un véritable soulèvement après que la police a tué 19 manifestant·es. Les maisons de personnalités politiques de premier plan ont été attaquées, le parlement incendié et le gouvernement est en ruines. Mais quelle sera la suite ?

Par  
Alex de Jong

Dans un article publié dans *Himal Southasian* (1), Roman Gautam a souligné l'influence d'autres soulèvements: « lorsque les Sri-Lankais se sont soulevés en 2022 pour chasser le régime Rajapaksa », les Népalais·es « ont pris note ». Puis vint le Bangladesh et sa révolution de juillet dernier, et Sheikh Hasina et tout le système politique qui

“ En 1990, des manifestations populaires ont mis fin à la monarchie au Népal et le pays est devenu une monarchie constitutionnelle multipartite. ”

l'entoure ont été visibles. Dans les images des manifestations au Népal, on peut voir le drapeau avec un crâne et des os qui est devenu le symbole des manifestations indonésiennes (2).

Le déclencheur a été l'interdiction des réseaux sociaux, dont dépendent de nombreuses personnes qui gèrent de petites entreprises. Les réseaux sociaux tels que WhatsApp et Messenger sont également un moyen de communication avec les millions de travailleur·ses

migrant·es népalais·es à l'étranger. Environ 7,5 % de la population népalaise vit à l'étranger et les transferts de fonds représentent plus d'un quart du PIB du pays, soit plus que l'aide publique au développement et les investissements directs étrangers combinés. Cette migration à grande échelle est motivée par les mauvaises perspectives d'avenir dans un pays où près d'un jeune sur quatre est au chômage. Les vidéos virales montrant les enfants de politiciens menant une vie luxueuse ont ajouté de l'huile sur le feu.

Dans ces conditions, la protestation contre l'interdiction des réseaux sociaux s'est rapidement transformée en un mouvement contre les politiciens corrompus et incontrôlables, tenus pour responsables du manque de perspectives pour la population. Puis, le 8 septembre, la police a ouvert le feu sur une manifestation, tuant 19 personnes (3). Parmi les morts se trouvaient des enfants encore en uniforme scolaire. Ce type de violence a



Alex de Jong

Alex de Jong est membre de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale, codirecteur de l'Institut international pour la recherche et l'éducation (IIRE) à Amsterdam, aux Pays-Bas, et rédacteur en chef du site web socialiste néerlandais Grenzeloos.org. Publié par *Tempest*, traduit pour ESSF par Adam Novak.

été perpétré par un gouvernement dirigé par quelqu'un qui se dit communiste, K.P. Sharma Oli, du Parti communiste népalais (marxiste-léniniste unifié) ou CPN-UML (4). La colère s'est transformée en indignation. Le lendemain, Oli a démissionné et l'interdiction des réseaux sociaux a été levée, mais c'était trop peu et trop tard.

Le discrédit jeté sur la coalition dirigée par Oli, composée du CPN-UML et du Congrès népalais (NC), ne se limite pas à ces deux partis. De manière révélatrice, mardi, la maison de l'opposant politique et ancien Premier ministre Prachanda a également été attaquée (5). Comme

1) *Himal Southasian* est un magazine mensuel influent publié au Népal qui couvre les affaires politiques et culturelles de l'Asie du Sud. « Le règlement de comptes horrifique du Népal avec sa classe politique défaillante », 12 septembre 2025, *Inprecor*. La famille Rajapaksa a dominé la politique sri-lankaise pendant des décennies. Gotabaya Rajapaksa a été contraint de démissionner de la présidence en juillet 2022 suite à des protestations de masse contre la crise économique. Sheikh Hasina était Première ministre du Bangladesh depuis 2009. Elle a été contrainte de fuir le pays en août 2024 suite à des protestations dirigées par des étudiant·es.

2) Ce drapeau noir orné d'un crâne et d'os croisés est devenu un symbole des protestations étudiantes indonésiennes contre les politiques du gouvernement.

3) « Népal : la police tire sur une manifestation de la "génération Z" », 9 septembre 2025, Human Rights Watch.

4) Le PCN (UML) est l'un des principaux partis politiques du Népal, se revendiquant du marxisme-léninisme mais ayant adopté des politiques largement capitalistes.

5) Pushpa Kamal Dahal « Prachanda » était le leader du mouvement maoïste armé qui a mené une « guerre populaire » de 1996 à 2006, avant de devenir Premier ministre à plusieurs reprises.



Bureau des impôts incendié à Chitwan, 9 septembre 2025. © हृमिल सुवेदी / CC BY-SA 4.0.

Oli, Prachanda est un communiste auto-proclamé ; il est le président du Parti communiste népalais (Centre maoïste). Le CPN-UML, le Congrès népalais (6) et le Centre maoïste sont les trois principaux partis politiques du pays. Depuis 2008, le Népal a connu 13 gouvernements, ces trois partis se succédant au pouvoir.

## Déclin et effondrement d'une révolution

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire récente que le Népal connaît un soulèvement populaire. En 1990, des manifestations populaires ont mis fin à la monarchie au Népal et le pays est devenu une monarchie constitutionnelle multipartite. Le CPN-UML, qui a commencé comme un front de gauche participant à ce mouvement, s'est ensuite imposé comme l'un des principaux partis politiques du pays.

Malgré son nom, l'idéologie de ce parti n'a pas grand-chose de communiste. Au début des années 90, son secrétaire général, Madan Bhandari, a formulé l'approche du parti, la « théorie de la démocratie multipartite populaire ». Il s'agissait essentiellement d'une continuation de la théorie stalinienne de la révolu-

tion par étapes précédemment défendue par le parti. Elle maintenait l'ancienne conception selon laquelle, avant que toute forme de socialisme ne soit possible, il fallait passer par une phase d'accumulation du capital en alliance avec les « capitalistes nationaux ». La formulation de Bhandari ajoutait que cette phase « nouvelle démocratique » serait réalisée par des moyens électoraux, via le parlement, et dans le respect du pluralisme politique. Dans ce qui est devenu les documents fondateurs du CPN-UML, Bhandari, décédé en 1994, soulignait que la nouvelle démocratie « ne diffère pas dans sa structure socio-économique et son système de production ». Il s'agirait d'un « système de production fondamentalement capitaliste », qui serait réalisé par « les travailleurs et les gens ordinaires ».

Une grande partie de la politique népalaise des années 90 a été caractérisée par la concurrence entre le CPN-UML, le NC, un parti se disant social-démocrate, et le parti nationaliste hindou et monarchiste Rastriya Prajatantra. La plupart des critiques que les partis s'adressaient les uns aux autres portaient sur des accusations de corruption et de népotisme, plutôt que sur l'orientation politique. Une différence résidait dans l'orientation internationale : le NC était historiquement considéré comme pro-indien, tandis que le CPN-UML « admire les grandes réalisations de la construction du socialisme à la

chinoise » par le Parti communiste chinois. Malgré ces différences, ces trois partis ont formé à différents moments des coalitions (gouvernementales) entre 1990 et 2005, lorsque le roi a pris en main le pouvoir exécutif.

Une partie de la tragédie du Népal réside dans le fait que le mouvement maoïste de Prachanda est né comme un mouvement révolutionnaire qui promettait de mettre fin à la stagnation sociale et économique et de briser la domination des partis établis. En 1996, les maoïstes ont présenté au gouvernement, alors dirigé par le NC, une liste de 40 revendications comprenant la redistribution des terres, un système d'allocations chômage, des soins de santé et l'éducation, ainsi que la fin de la discrimination fondée sur les castes (7) et l'autonomie des régions marginalisées. Leurs revendications n'ayant pas été satisfaites, ils ont lancé une lutte armée contre l'État népalais. La « guerre populaire » maoïste a pris de l'ampleur au tournant du siècle, lorsque les maoïstes contrôlaient une grande partie des campagnes. Alors que l'insurrection prenait de l'ampleur, le roi népalais Gyanendra, qui était également commandant de l'armée, a concentré le pouvoir entre ses mains.

Mais ce faisant, il s'est attiré l'hostilité de la plupart des partis politiques, y compris le Congrès népalais et le CPN-UML.

“ Les maoïstes ont souligné que leur objectif immédiat était de « construire un nouveau type de relations capitalistes nationales, orientées vers le socialisme ».”

En avril 2006, un mouvement de masse a éclaté dans les villes népalaises. Baptisé Jana Andolan II ou Mouvement populaire II, en référence au mouvement de 1990, ce mouvement de protestation a conduit à la destitution du roi et au rétablissement du régime

parlementaire. Entre-temps, les maoïstes étaient parvenus à un accord avec les partis d'opposition et s'étaient engagés à mettre fin à la lutte armée par la voie de la négociation. Leur objectif était désormais « la compétition multipartite dans un cadre constitutionnel défini », comme

6) Le Congrès népalais (NC) est un parti politique fondé en 1947, historiquement social-démocrate et pro-indien.

7) Le système des castes au Népal divise traditionnellement la société en groupes hiérarchiques héréditaires, les castes inférieures étant historiquement discriminées.



# Népal

l'a déclaré Prachanda. Le 21 novembre 2006, les maoïstes ont annoncé la fin de leur insurrection et la dissolution des organes politiques qu'ils dirigeaient dans les campagnes. Les maoïstes ont ensuite rejoint le gouvernement intérimaire.

Pendant la guerre populaire, les maoïstes ont souligné que leur objectif immédiat était de « *construire un nouveau type de relations capitalistes nationales, orientées vers le socialisme* ». Lors d'un entretien en 2001 avec un journaliste du *Washington Times*, Baburam Bhattarai (8), leur principal idéologue à l'époque, l'a supplié de « *bien vouloir noter que nous ne faisons pas pression pour une "république communiste", mais pour une république démocratique bourgeoise* ». Cette stratégie était similaire à celle du CPN-UML, mais différait sur la manière d'atteindre la phase préparatoire du « *capitalisme national* », soit par des élections, soit par la lutte armée.

En 2001, Bhattarai a également déclaré qu'il n'y avait « *absolument aucune possibilité* » que les maoïstes se transforment en « *parti parlementaire* » et qu'ils « *trahissent ainsi les aspirations révolutionnaires des masses* ». Mais c'est exactement ce qui s'est produit après 2006. Aussi brillants qu'ils aient été sur le champ de bataille, les maoïstes ont d'abord été surpassés sur la scène institutionnelle par les partis établis, puis rapidement assimilés.

Le caractère progressiste du projet de Constitution a été progressivement réduit. Il n'a pas fallu longtemps pour que la direction maoïste s'effondre et commence à s'accuser mutuellement de corruption. Même l'argent destiné aux anciens combattants qui devaient être intégrés dans l'armée nationale a disparu. Le changement de mode de vie d'une personne comme Prachanda était en effet flagrant. Certains groupes radicaux ont quitté le parti, mais ceux-ci n'offraient guère

plus qu'une répétition des anciens dogmes et la promesse de quelque chose que peu de gens souhaitent : un retour à la guerre populaire à un moment donné dans le futur.

## Musical chairs

Une fois adoptée, la nouvelle Constitution contenait effectivement certains changements progressistes, tels que la transformation du pays en une république laïque. Mais d'autres dispositions démocratiques, telles que l'octroi de plus de pouvoir politique aux régions marginalisées dans un système fédéral, n'ont pas été mises en œuvre, ou seulement partiellement. Pour de nombreux-ses Népalais-es, peu de choses ont changé dans la vie quotidienne.

Depuis 2008, les maoïstes ont eu quatre fois le poste de Premier ministre du Népal : Bhattarai une fois, Prachanda trois fois, la dernière fois étant de 2022 à 2024. À différentes époques, les maoïstes ont formé des coalitions avec chacun des principaux partis du gouvernement récemment tombé. En 2018, le CPN-UML et les maoïstes, partis qui s'étaient encore récemment livrés une lutte acharnée, ont même connu une fusion de courte durée. L'échec de cette fusion, comme d'autres scissions du CPN-UML et des maoïstes en 2021, a été largement causé par des désaccords sur les positions à adopter. Un cynique pourrait dire que près de 20 000 personnes sont mortes pendant la guerre populaire pour que les maoïstes puissent se joindre au jeu politique des chaises musicales.

Alors que de nombreux problèmes fondamentaux du pays restent sans solution, il n'est pas surprenant que les forces de droite reviennent sur le devant de la scène. Au début de cette année, le Népal a connu d'importantes manifestations monarchistes. Le rétablissement de la monarchie est une position minoritaire, mais les monarchistes sont galvanisés par l'échec évident du CPN-UML, du NC et du Centre maoïste. La « *résurgence des activités pro-monarchiques* », comme l'a dit un journaliste népalais (9), « *reflète davantage la tentative de la vieille garde de tirer profit de la frustration généralisée du public*

*plutôt qu'un soutien à une institution discréditée* ». Selon certaines rumeurs, les forces monarchistes de droite auraient également attisé les récentes violences. De même, l'Inde et les forces nationalistes hindoues, qui souhaiteraient que le Népal redevienne un État hindou et que sa politique étrangère se détourne de la Chine au profit de l'Inde, sont montrées du doigt. Il est tout à fait possible que ces forces tentent de tirer profit de la situation actuelle. Il est évident que ce type de manœuvres a été rendu possible en premier lieu par la colère et la déception généralisées.

La colère légitime suscitée par la corruption peut être un pas vers une radicalité sociale. Mais il existe également un risque que cette énergie soit récupérée par des forces plus conservatrices, comme le montre le sort réservé à d'autres manifestations anti-corruption. En particulier parmi les classes moyennes urbaines et les militants des ONG, les notions néolibérales de « *bonne gouvernance* » situent la cause de la pauvreté et du sous-développement non pas dans l'impérialisme et l'exploitation capitaliste, mais dans l'incapacité à « *faire respecter l'État de droit* ». Le sentiment que « *tous sont corrompus* » peut alimenter le désir d'un homme fort, d'un outsider qui « *ferait le ménage* ».

Les mouvements de protestation peuvent renverser un gouvernement, mais prendre le pouvoir pour changer réellement le cours de la société est une autre affaire. Les agences de lutte contre la corruption ne suffisent pas lorsque les enjeux sont des questions telles que la réforme agraire, l'autodétermination des minorités, les droits des travailleur-ses et la lutte contre la domination du capital.

Les cas du Sri Lanka, où la révolte populaire a abouti à la mise en place d'un gouvernement qui poursuit essentiellement les politiques néolibérales, et du Bangladesh, où, après le soulèvement de juillet 2024, c'est la droite qui est en passe de se développer, sont des exemples qui donnent à réfléchir. Mais ce serait une grave erreur d'en tirer la leçon que la gauche devrait s'abstenir de telles protestations, ou pire encore, soutenir des gouvernements dont la corruption et l'incompétence flagrantes leur ont fait perdre le soutien populaire. C'est lorsque les masses entrent en action que l'histoire s'écrit. Les socialistes doivent prendre part à ces luttes afin de pouvoir proposer une meilleure voie. ■

Le 11 septembre 2025

“Les mouvements de protestation peuvent renverser un gouvernement, mais prendre le pouvoir pour changer réellement le cours de la société est une autre affaire.”

8) Baburam Bhattarai était le principal idéologue du mouvement maoïste et plus tard Premier ministre du Népal de 2011 à 2013.

9) « *Making Sense of Nepal's Pro-monarchy Protests* » (Comprendre les manifestations pro-monarchiques au Népal), Biswas Baral, 13 mars 2025, *The Diplomat*.

# Les Émirats et le Soudan : un sous-impérialisme contre-révolutionnaire

Le Soudan n'est aujourd'hui pas seulement le champ de bataille où s'affrontent deux factions militarisées. Il est également le cimetière des hypocrisies régionales et internationales ainsi qu'un cas concret du phénomène du sous-impérialisme.

Par  
Husam Mahjoub

Un pays sous-impérialiste est un pays qui, sans être une grande puissance impérialiste, agit dans le sens des puissances impérialistes et se comporte dans sa région comme un impérialisme. Et justement, la guerre qui ravage le Soudan depuis avril 2023 ne se réduit pas à une tragédie soudanaise, elle est la manifestation d'un ordre mondial dans lequel les intérêts financiers, l'influence militaire et les affiliations stratégiques comptent davantage que la vie des populations et que les aspirations démocratiques. Au cœur de cette configuration se trouvent les Émirats arabes unis.

Le rôle des Émirats au Soudan n'a rien d'une anomalie. Il fait partie intégrante d'un projet cohérent, abondamment financé et d'envergure régionale: une politique sous-impérialiste qui combine extraction économique, construction d'alliances autoritaires et contre-révolution, derrière le paravent d'une diplomatie sophistiquée et de partenariats internationaux. Le Soudan, pour son malheur, en est l'un des principaux laboratoires.

## Du printemps arabe à la révolution de Décembre : une menace pour l'ordre émirati

Les racines du rôle destructeur des Émirats au Soudan remontent à plus d'une décennie. En 2011, les Émirats (avec l'Arabie saoudite)

considèrent le Printemps arabe comme une menace existentielle pour les régimes autoritaires de la région et pour leur propre mode de gouvernement – une monarchie rentière reposant sur la coercition, la corruption et l'étouffement de la contestation. La chute de Ben Ali en Tunisie et celle de Moubarak en Égypte, et la montée de mouvements démocratiques en Libye, au Yémen et à Bahreïn, sont pour les dirigeants émiratis les signes avant-coureurs d'une tempête qui doit être contenue à tout prix.

Les Émirats deviennent alors une force qui n'est pas simplement réactionnaire, mais activement contre-révolutionnaire. En Égypte, ils financent le coup d'État qui amène au pouvoir Abdel Fattah al-Sissi et aident à la reconstruction de l'appareil répressif égyptien. En Libye, ils soutiennent la guerre que mène Khalifa Haftar contre le gouvernement reconnu internationalement, guerre

qui mène à une division de fait du pays. Et au Soudan, les Émirats tissent des liens étroits avec le régime d'Omar el-Béchr et, dans les années qui suivent, renforcent leur alliance avec les Forces de soutien rapides (FSR). Les FSR, groupe paramilitaire, sont les successeurs des milices janjawids qui, pour le compte du régime d'Omar el-Béchr, ont commis des atrocités contre les civils et les rebelles au cours des années 2000.

La révolution populaire soudanaise de décembre 2018, qui aboutit au renversement d'Omar el-Béchr en avril 2019, remet directement en question le projet régional



## Husam Mahjoub

Husam Mahjoub est l'un des cofondateurs de *Sudan Bukra*, une chaîne de télévision indépendante à but non lucratif suivie par des millions de Soudanais-es. Salarié dans le domaine des télécoms et militant, il est diplômé de la London Business School et du Georgia Tech, et vit aujourd'hui à Austin, au Texas. Il est l'auteur d'articles sur la politique, les droits humains, l'économie, la culture et les questions internationales. Publié par *Spectre*. Traduit par nos soins.

des Émirats. La révolution est démocratique, dirigée par des civils et explicitement opposée aux militaires. Les Émirats se retrouvent face à un dilemme: comment maintenir leur influence au Soudan sans apparaître comme ouvertement hostiles à la révolution ?

Une solution élaborée est trouvée: par la cooptation, la division et l'investissement militaire à long terme, en particulier dans les FSR.

## L'ascension des FSR : un instrument de l'influence sous-impérialiste

Les Forces de soutien rapide, sous le commandement de Mohamed Hamdan Daglo dit «Hemedti», deviennent l'allié parfait pour les Émirats arabes unis. En avril 2019, Hemedti (aux côtés des dirigeants de



l'armée et des services de sécurité) organise l'éviction d'Omar el-Béchir, de peur que le régime ne s'effondre face à la révolution. Abdel Fattah al-Burhan et Hemedti prennent la tête du Conseil militaire de transition, puis deviennent les chefs de file des militaires dans le gouvernement de transition qui doit diriger le pays pour une période de 39 mois.

Mais les relations des FSR avec les Émirats sont plus anciennes. En 2015, le régime d'el-Béchir envoie des combattants des FSR ainsi que de l'armée soudanaise pour participer, sous commandement émirati, à la guerre menée au Yémen par l'Arabie saoudite. En retour, Hemedti reçoit des armes, un soutien logistique et un appui diplomatique. Un échange qui combine sous-traitance militaire et légitimité politique.

Hemedti présente deux atouts essentiels. D'une part, sa capacité à pratiquer la violence : il représente une force prête à réprimer la contestation, à mener des guerres et à éliminer les concurrents. D'autre part, l'accès économique, en particulier au lucratif commerce de l'or, que les FSR contrôlent de plus en plus.

Entre 2013 et 2023, les FSR resserrent leur emprise sur l'extraction de l'or au Soudan, en particulier au Darfour et dans les autres régions périphériques du pays. Une grande partie de cet or est acheminée par contrebande aux Émirats, qui deviennent la principale destination de l'or du conflit soudanais. Cet or sape le pouvoir civil, finance des milices et renforce les seigneurs de la guerre.

## Le coup d'État d'octobre 2021, couvert par les Émirats

Lorsque les Forces armées soudanaises (dirigées par Abdel Fattah al-Burhan) et les Forces de soutien rapide (dirigées par Hemedti) réalisent un coup d'État le 25 octobre 2021, c'en est officiellement fini de la transition démocratique au Soudan. Les Émirats ne condamnent pas, ils font de la diplomatie.

Dans ses déclarations publiques, Abou Dhabi appelle à la « retenue » et au « dialogue ». En coulisse, les Émirats maintiennent leurs liens tant avec al-Burhan qu'avec Hemedti, et jouent sur les deux tableaux tout en préservant leur capacité d'influence. Les FSR restent toutefois le principal instrument des Émirats, et leurs liens économiques, notamment par l'or, se resserrent encore.

Quand éclate la guerre civile, en avril 2023, entre les Forces armées soudanaises

et les FSR, il n'y a rien d'étonnant à ce que les troupes de Hemedti soient singulièrement bien équipées, coordonnées et résistantes. Si les FSR parviennent à s'emparer de larges portions de Khartoum et d'autres régions du centre et du sud du Soudan, si elles réussissent à piller des infrastructures et à asseoir leur contrôle sur le Darfour, c'est en grande partie grâce au soutien extérieur qu'elles ont reçu au cours des années précédentes et, surtout, depuis le début de la guerre.

## Le sous-impérialisme émirati en Afrique : ports, or et bras armés

Le Soudan n'est pas le seul théâtre dans lequel les Émirats ont exporté leur influence par des moyens militaires, économiques et politiques. Au cours des quinze dernières années, les Émirats ont étendu leur présence économique en Afrique en investissant dans les ports, les aéroports et les projets d'infrastructures. Ces initiatives ne sont pas seulement guidées par des intérêts économiques, elles servent également à étendre l'influence du pays. Les Émirats ont signé d'importants accords de coopération militaire et réalisé des investissements significatifs dans les domaines des terres agricoles, des énergies renouvelables, des mines et des télécommunications, ce qui fait d'eux un acteur important de la géopolitique régionale.

Les Émirats, pays périphérique qui adopte un comportement impérialiste au sein de sa région tout en restant dépendant des États-Unis (c'est-à-dire d'une puissance impérialiste de premier plan), illustrent la transformation actuelle en États sous-impérialistes de nombreuses puissances régionales.

Les Émirats cherchent à développer une influence qui se passerait de règles et une puissance qui n'aurait aucun compte à rendre. La fragmentation et la faiblesse des institutions dans des pays comme le Soudan, la Libye et le Yémen, ainsi que l'indifférence internationale vis-à-vis de leur situation, fournissent un terrain fertile à l'ingérence émiratie.

Au Soudan, cette stratégie a pris un tour particulièrement violent, du fait à la fois de l'importance de ces enjeux (or, position géopolitique, influence politique sur l'un des

plus grands pays d'Afrique) et de la révolution soudanaise, dont l'avenir était plein d'incertitude. Les FSR, avec leur attitude d'armée privée exerçant des prérogatives d'État, étaient un partenaire idéal pour les Émirats.

## La guerre de 2023 : un bain de sang par procuration dont les Émirats s'exonèrent

En 2023, tandis que la guerre entre les Forces de soutien rapide et l'armée soudanaise s'intensifiait, les FSR ont pu tirer parti de stocks de fournitures, de chaînes logistiques et de lieux sûrs dans la région. Autant d'éléments caractéristiques d'un soutien extérieur. Le rôle des Émirats arabes unis dans la guerre a été mis en évidence, à de nombreuses reprises, par des organisations de défense des droits humains, par des journalistes et par des militant-es soudanais-es. Pourtant, pas un seul responsable émirati n'a été sanctionné. Aucune pression n'a été exercée pour qu'Abou Dhabi arrête les transferts d'or ou d'armes.

Au contraire, les institutions internationales, notamment le conseil de sécurité de l'ONU, sont restées paralysées, invoquant pour se justifier un blocage géopolitique et un manque de clarté. Et ce sont les civil-es soudanais-es qui en ont payé le prix.

Les pourparlers et les conférences pour la paix qui ont eu lieu à Djeddah, à Addis-Abeba, au Caire, à Bahreïn, à Genève et à Londres ont fait long feu. Ces initiatives ont souvent exclu les voix civiles, tout en offrant l'opportunité aux factions militaires de redorer leur blason. Les FSR ont continué à être légitimées par des médias internationaux, tandis que leurs crimes de guerre étaient relativisés ou mis sous le tapis.

## De la révolution à la guerre : la lutte des Soudanais-es contre le sous-impérialisme

Ne voir la guerre civile actuelle que comme un affrontement entre deux généraux, c'est ignorer la lutte que mène le peuple soudanais depuis des décennies contre les gouvernements militaires et l'exploitation étrangère, et contre le système international qui les rend possibles.

“La résistance menace les élites soudanaises et les puissances régionales, qui préfèrent un Soudan soumis qui exporte de l'or et des mercenaires, plutôt que des idées et des révolutions.”

Quand les Soudanais-es se sont soulevés en décembre 2018, leurs revendications ne se limitaient pas au renouvellement du personnel dirigeant. Ils et elles exigeaient une transformation complète de l'État : la liberté, la paix, la justice sociale, un gouvernement civil et que les dirigeants rendent des comptes. Le slogan « liberté, paix et justice » n'était pas rhétorique : sa portée était révolutionnaire, et c'est par des balles, des arrestations, des massacres et par la trahison que le pouvoir y a répondu.

Les comités de résistance, les groupes de femmes, les syndicats et les associations professionnelles ont poursuivi leur travail militant durant la période de la transition et même après le coup d'État d'octobre 2021. Ces organisations ont refusé d'accepter l'autorité militaire, ont rejeté les accords de normalisation que l'on cherchait à leur imposer de l'extérieur, et ont maintenu l'idée que la démocratie doit venir du peuple, pas de sommets internationaux ou de factions armées. Leur vision a été exprimée dans des documents de référence, notamment des chartes et des communiqués de presse, ainsi que dans des slogans habilement composés et scandés lors des manifestations pacifiques.

Cette résistance par en bas constituait une menace à la fois pour les élites soudanaises et pour les puissances régionales telles que les Émirats, qui préfèrent un Soudan soumis qui exporte de l'or et des mercenaires, plutôt que des idées et des révolutions. Le modèle égyptien de gouvernement militaire, soutenu par l'argent du Golfe et la tolérance de l'Occident, s'était imposé comme l'une des réponses contre-révolutionnaires essentielles face au Printemps arabe de 2010-2011. Il s'agissait donc de reproduire au Soudan ce modèle égyptien, mais la jeunesse soudanaise s'y est fermement opposée.

D'avantage qu'un simple conflit entre les FSR et les Forces armées soudanaises, la guerre en cours est par de nombreux aspects une guerre contre-révolutionnaire contre le peuple soudanais. Les deux camps s'en sont pris à des civils, ont fait obstacle à l'aide humanitaire et ont essayé d'instrumentaliser la société civile, et l'un comme l'autre ont été protégés (directement ou indirectement) par des acteurs internationaux qui ne souhaitent pas que les choses changent.

## Démasquer le rôle des Émirats : l'or, les armes et la géopolitique

À l'heure qu'il est, les preuves ne laissent plus de doute : de l'or est acheminé jusqu'à

Dubaï depuis des zones sous contrôle tant des Forces de soutien rapide que de l'armée soudanaise, et ce trafic alimente des réseaux illégaux et finance le conflit. Les livraisons d'armes, qui passent par la Libye, le Tchad, l'Ouganda, la République centrafricaine et le Kenya, entre autres, démontrent qu'une chaîne d'approvisionnement continue et délibérée alimente les troupes d'Hemedti. Les Émirats ont également permis l'évacuation de soldats des FSR vers leurs hôpitaux. Parallèlement à cela, ils ont mené des campagnes diplomatiques, politiques et de communication visant à présenter les FSR comme un acteur politique légitime et à soutenir les efforts de leur gouvernement parallèle.

Il ne s'agit pas là de complicité passive, mais d'une intervention sous-impérialiste active. Les Émirats ne sont pas un État du Golfe neutre qui chercherait à parvenir à la paix. Ils sont un acteur du conflit et agissent via un intermédiaire, les FSR, tout en continuant à démentir leur implication.

## Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la communauté internationale sont complices par leur silence

Malgré l'abondance de preuves que les Émirats soutiennent les FSR et ont fragilisé la transition démocratique, la réaction internationale est faible, si ce n'est complice. Les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union européenne et de nombreux pays européens ont certes appelé à des cessez-le-feu et à la protection des civils, mais aucun n'a imposé de sanctions contre les profiteurs de guerre

ou les trafiquants d'or, qu'ils soient émiratis ou étrangers.

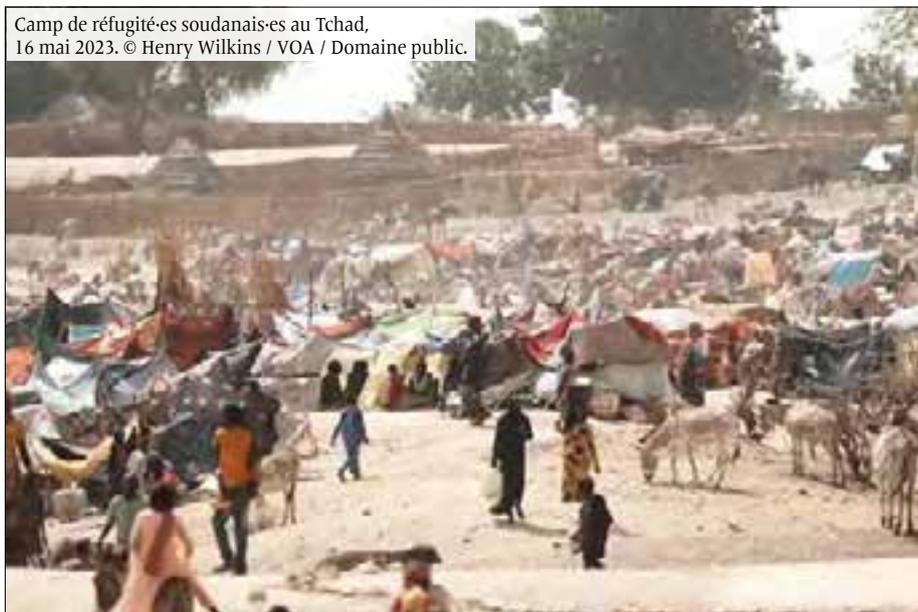
Pourquoi donc ?

La réponse tient à la *realpolitik* et à la condamnation sélective. Les Émirats sont un partenaire stratégique de l'Occident. Ils achètent des armes, collaborent de façon importante avec le régime génocidaire israélien, sont un intermédiaire pour le renseignement et sont un important centre financier. Ils ont hébergé des bases militaires américaines, ont participé à des opérations antiterroristes et ont fortement investi dans les économies occidentales. Bref, ils sont trop utiles pour être sanctionnés.

Au cours des derniers mois de l'administration Biden, certain-es parlementaires américain-es ont mené une bataille pour mettre fin aux ventes d'armes aux Émirats, face à l'accumulation de preuves montrant qu'Abou Dhabi, malgré ses dénégations, armait les FSR. La Maison Blanche avait initialement accepté de vérifier si les Émirats respectaient leurs obligations, mais un rapport de janvier 2025 a confirmé la poursuite du soutien émirati aux FSR. Ces parlementaires ont donc réintroduit le projet de loi *Stand Up for Sudan* (« Soutenons le Soudan ») qui proposait d'interdire les exportations américaines d'armes aux Émirats tant qu'ils soutiendraient matériellement les FSR, arguant que l'influence des États-Unis devait servir à stopper la guerre et le génocide en cours.

Le 5 mai, la Cour internationale de justice (CIJ) a rejeté la plainte du Soudan, qui accusait les Émirats de violer la convention de Genève sur le génocide et

Camp de réfugié-es soudanais-es au Tchad, 16 mai 2023. © Henry Wilkins / VOA / Domaine public.





de financer les FSR. Partant du fait que les Émirats avaient, lors de la signature de la convention, formulé une réserve quant à la compétence de la cour, la CIJ a jugé qu'elle n'était pas compétente et n'a donc pas étudié les accusations du Soudan.

Le 22 mai, le Département d'État américain a accusé les Forces armées soudanaises d'avoir utilisé des armes chimiques dans leur guerre contre les FSR et a annoncé de nouvelles sanctions, notamment des restrictions des exportations et des mesures financières. Cependant, le gouvernement américain n'a apporté aucune preuve publique de ces allégations et n'a pas respecté les procédures de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (organisation dont fait partie le Soudan, qui siège même à son conseil exécutif).

Cette accusation semble être le dernier exemple en date de la façon dont la politique étrangère de Trump, dans son second mandat, devient explicitement transactionnelle et corrompue. L'annonce a suivi une visite en Arabie saoudite, au Qatar et aux Émirats durant laquelle Trump a cherché à conclure des accords d'investissements pour les États-Unis, mais durant laquelle il aurait également cherché à développer ses propres intérêts économiques et ceux de sa famille dans la région. Cela fait longtemps que de nombreux spécialistes affirment que la guerre au Soudan s'est transformée en conflit par procuration, avec d'un côté les Émirats qui soutiendraient les FSR et de l'autre l'Arabie saoudite qui soutiendrait les Forces armées soudanaises. Et alors que l'attention et la pression internationales mettent

de plus en plus en lumière le rôle des Émirats dans la guerre et le génocide en

cours, il semble que l'administration Trump utilise ces accusations contre l'armée soudanaise comme une diversion et un moyen de contrebalancer le débat public. Par ce biais, le régime trumpiste espère se maintenir à égale distance du duo Émirats/RSF et Arabie saoudite/armée soudanaise.

On ne peut éviter les parallèles avec des événements passés, notamment le bombardement décidé par l'administration Clinton en 1998, en pleine affaire Lewinsky, contre l'usine pharmaceutique d'al-Chifa au Soudan. Les États-Unis

avaient affirmé que l'installation produisait des armes chimiques et était liée à Oussama ben Laden, mais les enquêtes ultérieures n'ont guère apporté de preuves en ce sens et nombre d'experts ont conclu que l'usine était civile. Cela rappelle également l'invasion en 2003 de l'Irak, sous le prétexte de la présence d'armes de destruction massive. Ces allégations se sont révélées être de pures inventions.

Ce qui précède ne doit pas être compris comme une tentative d'absoudre l'armée soudanaise des crimes de guerre qu'elle a commis contre les civils lors de ce conflit ou durant le reste de son histoire. Il s'agit plutôt de mettre en lumière les manigances de l'administration Trump visant à renforcer ses liens avec les pays du Golfe en renversant les termes du débat, alors qu'elle ne parvient pas à mettre fin à la guerre.

## Les civils soudanais- es paient le prix du silence

Les conséquences du silence international ne sont pas théoriques, elles sont d'une brutalité bien réelle. Les mort-es se comptent par centaines de milliers. Les déplac-es sont des millions, et beaucoup d'entre elles et eux doivent vivre dans des camps insalubres par-delà les frontières ou dans des villes assiégées. Les infrastructures du pays, notamment les universités, les hôpitaux et les institutions culturelles, ont été systématiquement détruites, dans ce qui s'apparente à une guerre délibérée menée contre la société soudanaise. Des témoignages indiquent

l'ampleur des violences sexuelles qui sont commises, et montrent qu'une des méthodes de guerre des FSR est de cibler les femmes et les jeunes filles.

Cependant, la résistance soudanaise n'a pas disparu. Elle s'est adaptée, s'est décentralisée et a repris contact avec ses alliés internationaux. Des Soudanais-es ordinaires, dans le pays comme à l'étranger, assurent une aide humanitaire précieuse et s'occupent de la santé et de l'éducation. Ils et elles font un travail militant, documentent les faits et exigent justice. Ils et elles ont besoin de solidarité et plutôt que de charité; de sanctions contre les coupables plutôt que d'expressions de sympathie.

## Ce qu'il faut faire : passer à l'action

Pour arrêter la guerre au Soudan et empêcher de nouvelles guerres, il faut s'en prendre à la fois aux acteurs locaux et à leurs soutiens internationaux. Il s'agit entre autres de sanctionner toutes les entités étrangères qui financent et arment les FSR, notamment les entreprises et personnes impliquées aux Émirats arabes unis. Il faut également dénoncer et interrompre le trafic d'or, notamment ses filières qui passent par Dubaï et ses liens avec le financement des FSR. Une enquête doit être menée sur le rôle des Émirats dans les livraisons d'armes et des mécanismes internationaux doivent être mis en place pour bloquer cette chaîne d'approvisionnement. Tout aussi important est le soutien aux initiatives civiles soudanaises, comme les structures d'urgences médicales, les comités de résistance, les corridors humanitaires, la documentation des crimes par les victimes et les médias indépendants. Enfin, nous devons remettre en cause la logique politique de l'alliance entre l'Occident et le Golfe, qui traite les Émirats et l'Arabie saoudite comme des partenaires intouchables : les partenariats stratégiques ne doivent pas se payer en vies humaines.

L'enjeu ne se limite pas au Soudan. Il reflète la vision du monde voulue et propagée par les tyrans, un monde où l'autoritarisme est sous-traité et où l'impérialisme a un visage régional. Si le sous-impérialisme est victorieux au Soudan, il s'étendra en Afrique, au Moyen-Orient et au-delà.

Un autre avenir reste possible. Les mouvements révolutionnaires au Soudan, avec leur exigence inébranlable de gouvernement civil et de justice sociale, portent une alternative puissante, fondée sur la légitimité populaire, les principes démocratiques et la solidarité transnationale. Pour que cet avenir se réalise, il faudra plus que des déclarations de soutien aux acteurs-ices civils-es soudanais-es. Nous devons mener une confrontation critique avec les systèmes politiques et économiques internationaux qui nourrissent l'autoritarisme et les interférences étrangères. Tout effort dans ce sens doit commencer par une compréhension lucide de ces réalités et par un engagement ferme en faveur de la justice, un engagement qui refuse d'être dénaturé par des intérêts stratégiques ou des affiliations géopolitiques. ■

Le 15 août 2025

# Le « Grand Israël » et les changements géopolitiques à venir

À la suite du discours du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu reprenant le concept de « Grand Israël » et de ses allusions répétées à l'élargissement des frontières de l'État d'Israël, la région est confrontée à des bouleversements géopolitiques majeurs.

Par  
Hani Adada

Les ambitions de l'État d'Israël sont révélatrices des périls qu'entraînerait une escalade imminente, à un moment où les prises de position internationales sont divisées entre le soutien envers lui, le maintien d'un cadre de négociations pour réactiver la solution à deux États, et une effervescence diplomatique visant à freiner l'extrême droite sioniste et mettre un terme au génocide en cours à Gaza.

Il n'est pas encore clairement établi qu'Israël, avec à sa tête Netanyahu et les forces d'extrême droite, s'emploie à redessiner provisoirement les frontières sécuritaires et militaires en échange d'importantes concessions politiques et sécuritaires des pays de la région, notamment l'abandon complet et définitif de la cause palestinienne et l'interdiction de l'existence d'un État palestinien indépendant, même sur une petite portion de la Palestine historique. En revanche, il est certain que les déclarations relatives au « Grand Israël » sont graves et requièrent le plus haut niveau de vigilance et de préparation pour faire face à des dangers sécuritaires imminents, notamment dans les pays contre lesquels Israël viole systématiquement les accords de paix, à savoir l'Égypte et la Jordanie.

La relance de ce plan, dans les discours de Netanyahu, coïncide avec l'incursion de ses forces militaires en territoire syrien, l'exploitation des massacres de Soueïda et la montée de l'islam sunnite extrémiste en Syrie d'une part, et l'attachement de l'Iran à ses milices qui menacent de déclencher des guerres civiles d'autre part. La situation actuelle dans les pays de la région agit donc comme un catalyseur pouvant

accélérer et concrétiser ce plan, même si sa mise en œuvre demandera des dizaines d'années de guerre permanente et un changement démographique via le transfert et la colonisation.

## Le « Grand Israël » pour l'extrême droite biblique religieuse

Le « Grand Israël » n'a pas de définition unique et fixe dans la politique israélienne, mais recouvre un ensemble de visions politiques et idéologiques. La principale convergence entre ces dernières est l'annexion de tous les territoires de la Palestine historique à l'État d'Israël. Mais le pôle d'extrême droite adopte le concept de la Torah fondé sur la « Terre Promise » ou la « Terre de Canaan », en tant que « choix religieux sacré ». C'est la terre où Dieu a promis à Abraham que les juifs reviendraient et restaureraient leur gloire sous la conduite du messie attendu et rédempteur.

L'idée du « Grand Israël » n'a pas reçu d'accueil favorable large au niveau international et n'est pas officiellement adoptée en Israël, mais les ambitions de Netanyahu se sont accrues, particulièrement après que le président américain Donald Trump a approuvé l'expansion du territoire israélien l'été dernier.

Selon l'Ancien Testament (1), au sud, les frontières du « Grand Israël » vont du désert jordanien – qui chevauche le désert de la péninsule arabe –, jusqu'au golfe d'Aqaba (2) en passant par les monts et vallées qui séparent la mer Morte de la Palestine historique (3) en passant par le fleuve Arish dans le Sinaï pour arriver à la mer (4) – bien que des interprétations inexacts suggèrent que le fleuve d'Égypte fait référence au Nil, les références de l'Église copte



## Hani Adada

Hani Adada est militant du Groupe communiste révolutionnaire, au Liban, membre de la IV<sup>e</sup> Internationale. Publié par *Daraj* et traduit par Luiza Toscane.

orthodoxe indiquent qu'il s'agit du fleuve Arish, soit la frontière au sud-ouest du pays de Canaan, un cours d'eau sec en été.

Il s'étend à l'ouest jusqu'à la mer Méditerranée (5) et atteint la ville de Sidon (jusqu'à Tyr et Sidon selon les références du Monastère de Saint Macaire le Grand).

Il s'étend ensuite au nord, de la mer Méditerranée au mont Hor Hahor (6). Puis, du mont Hahor en passant par les territoires syriens pour arriver à l'entrée de Hama et la ville syriaque historique de Sadad dans le gouvernorat de Homs (7) en passant par la ville de Zaafraniya Al Sharqiya dans les alentours nord de Homs à côté de la zone de Rastan (8) pour

1) Livre des Nombres, chapitre 34.

2) Idem, 3, Edom, le côté du royaume d'Edom.

3) Idem, 4, Aqaba/Aqrabbim, ou la ville d'Akrabatene, Qadech Barnea, Hatsar-Adar et Atsmon.

4) Idem, 5, d'Atsmon au fleuve d'Égypte.

5) Idem, 6, la mer Méditerranée constituera votre frontière à l'ouest.

6) Idem, 7, de la Grande Mer jusqu'au mont Hor. Le mont Aaron n'est pas le lieu où a été enterré Aaron, qui a été enterré à Pétra en Jordanie, mais c'est l'une des montagnes de la chaîne du Liban occidental surplombant la mer Méditerranée)

7) Idem, 8, les marches s'étendront jusqu'à Zedad.

8) Idem, 9, les marches atteindront Zephron.



# Palestine

atteindre la ville de Qariataïn dans le centre de la Syrie au sud-est de Homs du côté du désert syrien (9), en d'autres termes le village des sources, soit Qariataïn qui se situe dans une oasis du désert syrien).

À l'est, il s'étend du centre de la Syrie jusqu'à Ras El Assi dans le district d'Hermel sur les rives de l'Assi (10) pour atteindre Ribla dans le gouvernorat de Homs (11) puis le lac de Tibériade (12) pour arriver à la mer Morte (13).

Pourtant, selon Saint Jérôme, vers l'an 400 de l'ère chrétienne, le « Grand Israël » s'étend du sud de la Turquie, pour atteindre les monts Taurus et Mersine (Zephirium en Cilicie), en d'autres termes tout le Liban et les territoires côtiers syriens sans exception.

## Le « Grand Israël », une réalité évolutive depuis 1967

D'après l'Institut Akevot de recherches sur le conflit israélo-palestinien, le 18 octobre 1967, Yigal Allon, alors ministre du Travail, a soumis, huit mois avant de devenir vice-Premier ministre d'Israël, au Comité ministériel des affaires de sécurité, une proposition (14) de suppression de la ligne verte des cartes israéliennes officielles, d'annulation des accords d'armistice de 1949, et de redéfinition des frontières. La nouvelle carte incluait la Cisjordanie, la bande de Gaza, le plateau du Golan syrien et la péninsule du Sinaï.

9) Idem, 9, les marches atteindront Hatsar-Enan.  
10) Idem, 10, de Hatsar-Enan jusqu'à Chepham.  
11) Idem, 11, de Chepham à Ribla, à l'est de Aïn.  
12) Idem, 11, la mer de Tibériade.  
13) Idem, 12, la mer salée.  
14) « Erasure of the Green Line » (« C'est ainsi que la ligne verte a été effacée de la carte » dans la version en hébreux), juin 2022, Institut Akevot. La ligne verte est le nom de la ligne de démarcation établie après la guerre de 1948-1949 entre les forces armées israéliennes et les forces armées arabes par les accords d'armistice conclus en 1949 entre Israël d'une part et les États de Syrie, Liban, Transjordanie et Égypte d'autre part. Son tracé accroît la « superficie effective » de l'État d'Israël par rapport à ce que prévoyait le plan de partage de la Palestine adopté par l'ONU en 1947, et de diviser la zone internationale de Jérusalem en deux secteurs, Jérusalem-Ouest administré par Israël, et Jérusalem-Est administré par la Jordanie jusqu'en 1967.  
15) « Netanyahu exprime son identification à la vision d'un Grand Israël », 13 août 2025, *Al Jazeera* et « Que signifie l'attachement de Netanyahu à la vision d'un "Grand Israël" et à sa mission "historique et spirituelle" ? », 13 août 2025, *Al Jazeera*.  
16) « Communiqué conjoint des ministres des Affaires étrangères de 31 pays arabes et islamiques », 15 août 2025, Saudi Press Agency.

Le Comité adopta la proposition et ratifia la décision trois semaines plus tard. Le 12 novembre 1967, le même ministre proposa, lors d'un conseil des ministres, d'imposer une censure sur la publication de la décision d'imprimer des cartes gommant les lignes d'armistice. Les ministres approuvèrent la proposition à une large majorité. Le conseil promulgua la décision (cote B/9). Cette décision de rayer la ligne verte de la carte fut classée « top secret » et ne fut pas publiée pendant des années.

Ce plan qui visait à étendre les frontières officielles d'Israël après la guerre de 1967, a commencé à perdre en importance après la guerre d'octobre 1973. Son application se concentra sur les zones de la Palestine historique, où des mouvements de colonisation extrémistes, tels le « Gush Emunim » ont émergé, et qui ont vu l'intensification et l'expansion des colonies. Le retrait du plan en échange de l'imposition d'une trêve, de la paix et de la normalisation convenait à la partie israélienne à cette étape, soit depuis la signature par la Syrie de l'accord de « désengagement » dans le Golan en 1974, suivie par la possibilité pour l'Égypte de recouvrer sa souveraineté sur la péninsule du Sinaï en 1982. Et ceci, en dépit de l'invasion israélienne du Liban en juin 1982, qui a débouché sur une occupation militaire directe de 18 années, jusqu'au 25 mai 2000. Néanmoins cette occupation n'a pas donné lieu à une véritable colonisation, comme ce fut le cas sur le plateau du Golan.

Cependant, ce plan a retrouvé sa pertinence pour le camp sioniste d'extrême droite – que Netanyahu essaie de rallier –, à la suite des succès militaires remportés depuis octobre 2023. Il est clair que Netanyahu se considère comme un grand dirigeant du mouvement sioniste, comparable à Theodor Herzl, et qu'il a commencé à poser les bases de l'émergence du « Grand Israël ». Il a ainsi déclaré être porteur d'un message historique et spirituel et adhérer à la vision de la « Terre Promise », dans un extrait (15) que la chaîne israélienne s'est empressée de couper de l'interview sur toutes ses plateformes. Les déclarations de Netanyahu ont déclenché une vague de condamnations de la part des pays arabes direc-



tement concernés, suivie d'un communiqué de condamnation commun (16) de 31 ministres des Affaires étrangères.

Dans ce contexte, l'incursion israélienne progressive sur le territoire syrien depuis l'opération « Flèche de Bashan » de décembre 2024, au prétexte d'établir une « zone tampon » – en dépit de l'existence d'une zone tampon déjà occupée –, peut être vue comme une mise en œuvre effective, lente, mais déterminée, du plan du « Grand Israël ». Ce plan n'implique pas une expansion des implantations humaines, mais il impose un contrôle direct des ressources et richesses naturelles, au premier rang desquelles l'eau. Si l'objectif avait été la colonisation, l'armée israélienne n'aurait pas arrêté les colons du groupe extrémiste « les pionniers de Bashan » après leur incursion en territoire syrien et leur inauguration de la première colonie israélienne nommée « Neve Habashan ».

L'État d'Israël a mis à profit l'absence d'État syrien après la chute du régime d'Assad pour justifier au niveau international ses incursions et il est probable qu'il fasse de même au Liban, à une échelle plus vaste, dans une période de guerre interne menaçant un État libanais déjà fragile. Les tentatives d'Israël d'interdire la prolongation du mandat de la FINUL et de fixer à cette dernière une date de fin de mission – les seules forces dont la présence au sol en mesure de poser un problème politique et de constituer un obstacle en cas de projet d'invasion israélienne de large envergure ne bénéficiant pas d'approbation au

niveau international – s’inscrivent dans ce contexte.

Il est cohérent que la FINUL se maintienne en place jusqu’au déploiement total de l’armée libanaise au Sud Liban. Les propos américains prônant la réduction des coûts de la FINUL – sous prétexte que ses missions ne seraient plus réalisables, ou en raison de soupçons de corruption –, ne tiennent pas la route et ne tiennent pas compte du déséquilibre des forces. Le maintien des forces de la FINUL est essentiel jusqu’au déploiement de l’armée libanaise dans l’ensemble des zones du sud et jusqu’à ce que cette dernière dispose d’armement défensif lui permettant de constituer une force de dissuasion capable d’infliger des pertes réelles à toute partie attaquante – même si cela ne pourrait empêcher que les attaques atteignent leurs objectifs ultimes. Mais cela complexifierait l’équation d’une invasion et en augmenterait le coût humain et matériel.

## La multiplication des milices et le défi de la désintégration de l’État-nation

La consolidation et la légitimation de milices armées confessionnelles et nationalistes sont au cœur de ce déséquilibre historique, qu’Israël met pleinement à profit maintenant en prélude à une nouvelle phase d’expansion. En dépit de leurs succès au Liban, en Irak et en Syrie – avec notamment la libération des régions du sud de l’occupation israélienne, et leur combat aux côtés de forces de la coalition internationale contre Daech, et de là, la chute du régime d’Assad –, elles constituent globalement (quelles que soient leurs différences, mineures ou majeures, et malgré leur chevauchement de l’État à tel ou tel degré, dans tel ou tel cas) un levier stratégique du projet de « Grand Israël », la réalisation de ce dernier étant inversement proportionnelle à la désintégration de l’État-nation. À l’inverse, le renforcement du rôle de l’État-nation est inversement proportionnel à la croissance des milices

armées, notamment celles qui sont soutenues de l’étranger et hostiles aux solutions nationales.

Le fait que les armes soient uniquement entre les mains de l’État en Irak et au Liban, met en exergue l’échec de l’agenda iranien dans la région, mais prive également l’Iran d’atouts cruciaux dans une période délicate, après les frappes aériennes sensibles sur son programme nucléaire. Avec l’affaiblissement du programme nucléaire, les milices soutenues par l’Iran sont redevenues la principale force de la politique extérieure iranienne. Malgré les coups durs portés au Hezbollah, et tandis que le gouvernement irakien tente de contenir les forces de la mobilisation populaire. Cependant, la politique de lutte menée par l’Iran contre l’influence américaine conduira à terme l’expansion de cette dernière, au lieu de l’affaiblir, et, de surcroît, consacrera la domination militaire israélienne.

## L’État est le point faible

Le processus de renforcement des milices dans la région au détriment de l’État-nation, indépendamment de leur politique intérieure ou extérieure, revient à désintégrer ces États conformément aux intérêts du plan israélien. Ce dernier ne peut être mis en œuvre sur le terrain par le biais de la seule force, mais il a besoin que soient créées les conditions propices au déclenchement de guerres civiles et de conflits internes, exactement à l’instar de ce qui se passe aujourd’hui dans la région de Soueïda, où Israël apparaît comme le sauveur des Druzes face aux milices extrémistes sunnites déguisées en État.

Ces conditions sont alimentées par les milices confessionnelles et nationalistes, notamment celles soutenues par l’Iran et la Turquie. Elles ont provoqué, provoquent et provoqueront des troubles et des tensions au sein du tissu social arabe, notamment en Irak, en Syrie et au Liban où elles peuvent alimenter les extrémismes sunnite et chiite, et précipiter le

projet du « Grand Israël » au prétexte de la protection des minorités et de la « défense de la civilisation contre la barbarie ». Comme elles ont ouvert la voie à davantage d’interventions étrangères américaines, britanniques, russes ou autres.

La domination des milices soutenues par des forces régionales place les sociétés du Moyen-Orient dans un état d’affrontement permanent, pour des raisons confessionnelles et nationalistes enchevêtrées, tout en renforçant le rôle de l’influence politique et idéologique des États qui les soutiennent et les financent. La prolifération de ces milices ouvre une perspective positive au grand rêve israélien dans l’esprit de beaucoup d’Israélien-nes, ce rêve n’étant fondé que sur la division de la région sur les ruines des États-nations. Par conséquent, le récit de la « résistance » que certaines milices tentent de reproduire pour le court terme, est voué à l’échec à long terme, nonobstant les énormes sacrifices consentis.

Le cas syrien n’est qu’un exemple de division profonde entraînée par l’intervention militaire du Hezbollah pour sauver le régime d’Assad. Le sentiment de haine au sein de la société syrienne est passé de la haine envers Israël à une haine décuplée contre l’Iran et ses alliés. Cela a impacté le discours politique de l’opposition qui a adopté fin 2024 le discours du nouveau pouvoir, faisant passer l’ennemi principal d’Israël à l’Iran. Bien que le sentiment anti-iranien ait été depuis longtemps présent, c’est l’intervention des milices chiites dans le borbier du conflit syrien qui lui a fait atteindre un point de non-retour, et a exacerbé l’influence de Al-Qaïda, représentée par le Front Al Nosra (rebaptisé Front Fatah al-Cham en 2016 lorsqu’il rompt avec Al-Qaïda).

Les Libanais-es sont prisonnier-es de deux illusions majeures qui se perpétuent depuis la guerre civile. La première, à laquelle beaucoup s’accrochent toujours, est entretenue par les forces de droite. C’est l’illusion selon laquelle Israël serait un ami du Liban, niant ses ambitions et la menace qu’il représente ne serait-ce que parce qu’il exploite les circonstances et les contradictions de la guerre civile. Cette illusion est renforcée par le discours de la restriction selon lequel le monopole des armes par l’État permettrait de réduire la menace israélienne et sur l’idée qu’Israël arrêtera spontanément ses exactions au Liban après le démantèlement des milices. La deuxième illusion, entretenue par les

“ *L’obstination d’Israël à vouloir transférer des habitant-es de Gaza et occuper complètement la bande de Gaza, conjuguée aux allusions de plus en plus nombreuses au « Grand Israël », montre que le péril pourrait s’étendre aux régions occidentales de la Jordanie et à la péninsule du Sinaï à plus ou moins court terme.* ”



# Palestine

forces de gauche, et à laquelle beaucoup s'accrochent farouchement également, a pour postulat principal que « l'État libanais est incapable d'affronter militairement l'État sioniste », et que les Libanais doivent donc rejoindre des milices et des factions militaires non étatiques. Ce second postulat est aussi dangereux que le premier, car il empêche l'édification d'un État et, comme le premier, il sert les intérêts israéliens.

Dans le cas palestinien également, l'existence de factions armées ne pose pas de problème stratégique à Israël, mais ce dernier exagère leur puissance et la menace qu'elles représentent afin de réaliser des objectifs de colonisation plus ambitieux et tuer des milliers de Palestiniens sous prétexte de protéger la population israélienne. Le problème fondamental de l'État d'Israël, au niveau stratégique, est la création d'un État palestinien indépendant, doté d'une armée et d'institutions indépendantes, non soumises à l'administration israélienne, reconnues au niveau international, même si cet État ne représente que 22 % de la superficie de la Palestine historique.

En calculant les coûts et les avantages, si Israël avait donné son accord à la solution à deux États, il aurait obtenu un traité de paix historique avec l'Arabie saoudite, qui lui aurait permis d'accéder presque totalement au monde arabe. Mais Israël considèrerait la reconnaissance d'un État palestinien via la solution à deux États – ce qui suppose des accords militaires incluant le démantèlement

des colonies construites après 1967 et le retour des réfugiés, même s'ils ne revenaient pas dans leurs terres d'origine mais rejoignaient le futur État palestinien – comme une perte plus grande par rapport à la création de relations politiques et économiques avec l'Arabie saoudite. Selon le journal *Israël Hayom*, le ministre des Affaires étrangères Gidéon Sa'ar a même préconisé la fermeture du consulat de France à Jérusalem en représailles contre la décision du président français Emmanuel Macron de reconnaître un État palestinien.

“ En Égypte, la situation est compliquée, du fait notamment du soutien total d'Israël à l'Éthiopie qui construit le barrage de la Renaissance, ce dernier menaçant non seulement la sécurité alimentaire, mais toutes les formes de vie en Égypte et au Soudan. ”



Des soldats libanais déployés dans le camp de réfugiés palestiniens de Bourj al-Barajneh dans le sud de Beyrouth pour une première remise d'armes de factions palestiniennes aux autorités libanaises, le 21 août 2025. © Anwar AMRO / AFP.

Ceci impose de s'arrêter pour réfléchir. Israël a raté une occasion historique de nouer des relations normales avec l'ensemble des pays du Golfe et il est prêt à rompre ses relations diplomatiques avec la France, ce qui pourrait créer une crise dans ses relations avec des pays de l'Union européenne, pour ne pas reconnaître l'existence d'un État palestinien, même sur moins de 22 % de la superficie de la Palestine historique, et avec

le contrôle militaire et politique israélien quasi total sur l'Autorité palestinienne actuelle. Cela signifie que le projet du « Grand Israël » est déjà à l'œuvre, et qu'il en est à ses débuts depuis des décennies, la première étape visant à transférer toutes

les habitant-es de Gaza et de Cisjordanie.

## Mobilisation arabe et signes de changements géopolitiques ?

Certains pays arabes ont commencé à pressentir le danger israélien croissant, dont nous avons vu les prémices en Syrie et au Sud Liban. L'obstination de l'État d'Israël à vouloir transférer des habitant-es de Gaza et occuper complètement la bande de Gaza, conjuguée aux allusions de plus en plus nombreuses au « Grand Israël », sont de nature à laisser croire

que le péril pourrait bien s'étendre aux régions occidentales de la Jordanie et à la péninsule du Sinaï à plus ou moins court terme. Il semble qu'Israël ne se soucie plus de se conformer aux traités de paix, dont il viole les dispositions, comme s'il voulait remodeler ces derniers en fonction du nouveau rapport de forces imposé par ses méthodes violentes dans la région.

Dans ce contexte, l'annonce de la remise à l'ordre du jour du service militaire obligatoire en Jordanie est intervenue quelques jours après la condamnation par le ministre jordanien des Affaires étrangères des déclarations de Netanyahu concernant le « Grand Israël ». Un pays comme la Jordanie n'a évidemment pas la capacité de mener une escalade contre Israël et a même tenté de se soumettre à ce dernier, notamment lors du dernier conflit irano-israélien. Pourtant les Jordaniens ressentent la menace israélienne et ne se contentent plus de déclarations de condamnation : ils prennent des mesures de sécurité concrètes, tout en étant conscients de leur insuffisance.

En Égypte, la situation est beaucoup plus compliquée, du fait notamment du soutien total d'Israël à l'Éthiopie qui construit le barrage de la Renaissance, ce dernier menaçant non seulement la sécurité alimentaire, mais toutes les formes de vie en Égypte et au Soudan. L'Égypte dépendant du Nil pour 90 % de ses ressources en eau, cette menace est donc une question de vie ou de mort pour les Égyptiens. Les menaces israéliennes compliquent la situation, notamment après un rapport publié par le site

israélien *nziv.net* le 10 février 2025 (17), sur un scénario généré par l'intelligence artificielle en cas de bombardement du Haut Barrage d'Assouan, pouvant entraîner la destruction des infrastructures et la mort immédiate de milliers d'Égyptiens.

Les tentatives de transfert des habitants de Gaza vers le Sinaï, puis les déclarations sur le « Grand Israël », ont rendu le danger plausible pour les Égyptien-nes, en dépit du soutien de l'Égypte à Israël dans son blocus de Gaza. L'Égypte ne s'est pas contentée de publier des communiqués de condamnation, mais a commencé à prendre des mesures sécuritaires concrètes et à intensifier ses manœuvres militaires dans la région nord. Ces développements sont à replacer également dans le contexte du renforcement de l'alliance militaire entre l'Égypte et la Turquie, d'exercices militaires conjoints et de l'annonce de la fabrication et de développement militaires, notamment du projet d'avions de combat TAI TF Kaan, en coopération avec l'industrie aérospatiale turque, et dont l'entrée en service est attendue pour 2028. De surcroît, l'armée égyptienne insiste sur la diversification de ses sources d'approvisionnement en armement, en important des systèmes de défense aérienne sophistiqués et des missiles antichars de divers pays, principalement de Chine. Là réside peut-être la cause principale des provocations d'Israël et de l'évocation de la destruction du Haut Barrage.

## L'État d'Israël se joue des États-Unis... mais !

La dynamique des relations entre Israël et les États-Unis a énormément évolué depuis le retour de Trump à la présidence. Même si le premier a pu contenir la folie de Netanyahu dans certaines situations – tout en s'étant parfois avéré plus fou que lui –, l'orientation que Netanyahu a pu imposer aux États-Unis par son contrôle quasi total sur l'administration précédente ne permet pas à Trump de le contraindre à un changement, quand bien même le voudrait-il. Dans ce contexte, les appels du gouvernement libanais aux États-Unis pour qu'ils fassent pression sur

Israël afin que ce dernier applique l'accord de cessez-le-feu apparaissent absurdes.

À l'étape actuelle, il semble qu'Israël n'envisage pas de rester sur le territoire libanais sans contrepartie politique et sécuritaire directe. Par son incursion terrestre dans de vastes zones et par l'établissement de relations directes avec les Druzes de Soueida – conséquences des crimes perpétrés par les autorités syriennes et leurs milices alliées –, la véritable brèche qu'il a suscitée dans le sud syrien lui permettra d'entraîner les autorités syriennes dans des négociations sur la question militaire, d'une manière à servir les intérêts d'Israël et accroître l'influence de ce dernier sur la politique syrienne. Israël ne pourra pas continuer la guerre sur plusieurs fronts simultanément, notamment par des incursions militaires terrestres, mais il s'emploiera à renforcer sa présence politique et

« Israël ne pourra pas continuer la guerre sur plusieurs fronts simultanément, notamment par des incursions militaires terrestres, mais il s'emploiera à renforcer sa présence politique et sécuritaire à chaque occasion. »

sécuritaire à chaque occasion, afin de ne pas répéter l'erreur passée de son occupation du Liban.

Israël est aujourd'hui le moteur de la politique américaine au Moyen-Orient, contraignant les États-Unis à mener de nouvelles guerres, telle la dernière, menée contre l'Iran. Et peut-être va-t-il les obliger à en mener d'autres dans un futur proche contre d'anciens alliés. Ce changement qualitatif contredit l'image dominante du leadership américain sur Israël. Ce dernier a atteint un niveau lui permettant d'exploiter son intégration sécuritaire et technologique avec les États-Unis et l'imbrication de la sécurité nationale américaine avec ses intérêts régionaux pour intensifier le processus d'épuisement des États-Unis par tous les moyens. Et c'est peut-être pour cette raison que Trump sollicite maintenant le président russe Vladimir Poutine pour parvenir à un accord mettant un terme à la guerre russo-ukrainienne.

Israël n'est pas une simple « colonie » ou un prolongement mécanique de la colonisation occidentale, comme le prétend une certaine gauche postmoderne qui construit son idéologie à partir de la haine de « l'homme blanc », à l'origine de tous les maux. C'est un État colonial au plein sens du terme, qui impose des processus expansionnistes en partant de

ses propres décisions, obligeant ses alliés occidentaux à rallier ses guerres, quand bien même cela leur coûterait des pertes économiques et financières importantes, sans parler de violents troubles sociaux. Mais rien ne garantit la perpétuation de cette situation, surtout si le « Grand Israël » se concrétise à travers une épopée apocalyptique, dans laquelle aucune puissance « civilisée » n'aurait intérêt à s'embourber.

La politique étrangère américaine est complexe historiquement. En dépit des nombreuses guerres menées par les États-Unis. Elle repose sur le *soft power* depuis l'arrivée de Barack Obama, la guerre restant une exception, au contraire de la politique étrangère agressive d'Israël, qui repose sur la violence et les massacres. La solution pacifique est l'exception, notamment depuis l'arrivée de l'extrême droite sioniste au pouvoir. Cette distinction entre les deux politiques étrangères est essentielle, car même si elles se complètent dans une certaine mesure, cette complémentarité se transformera en contradiction explosive un jour ou l'autre, les États-Unis n'étant pas prêts à perdre tous leurs alliés et à pousser le monde à s'allier contre eux au nom d'Israël.

Excluons, métaphoriquement s'entend, l'Iran et ses milices de la scène géopolitique : l'impasse croissante, et les changements qui ont commencé à survenir dans les relations entre Israël et les pays de la région, passant de la normalisation politique ou économique quasi naturelle à des relations marquées par la tension et la prudence mutuelles, cette impasse marque le début d'un processus cumulatif qui imposera une prise de distance stratégique entre Israël et les États-Unis. La politique d'asservissement total pratiquée par Israël dans ses relations avec ses voisins, qu'ils soient alliés ou adversaires, entrera en conflit à long terme avec les intérêts américains au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Cet asservissement implique d'une part qu'Israël épuise les ressources des États-Unis, et il a un impact négatif sur les intérêts commerciaux et financiers américains, notamment dans les pays du Golfe d'autre part. L'une de ses conséquences pourrait être un choc économique mondial que les États-Unis ne seraient pas en mesure d'encaisser. ■

Le 21 août 2025

חתיב – לארשי ידי לע וואסא רכס תפיקת שיחורת תא AI האור רכ (17) תועש יפל (« Voici comment l'IA envisage le scénario d'une attaque israélienne contre le barrage d'Assouan – analyse heure par heure »), Nziv.net.



## Une histoire politique de Democratic Socialists of America, 1982-2025

Peu de membres de DSA connaissent bien l'histoire de notre organisation, mais beaucoup d'entre nous comprennent à quel point elle est spéciale. Il n'existe aucun autre groupe dans tout le pays, y compris parmi les syndicats, qui dispose d'une base militante si large et d'une démocratie interne capable d'examiner sérieusement les grandes questions politiques, puis d'élaborer un plan pour organiser les travailleur·ses afin qu'ils luttent pour leurs propres intérêts en tant que classe.

Par  
Laura Waldin

Pourtant, même si cela est théoriquement possible au sein de DSA, le mouvement socialiste américain reste modeste et politiquement immature.

D'un point de vue historique, il existe fondamentalement deux DSA : le DSA pré-Bernie (1982-2014) et le DSA post-Bernie (de 2015 à nos jours). Seule une infime partie des membres de DSA (y compris moi) étaient organisés avant que la campagne présidentielle de Bernie Sanders ne redonne vie à l'idée du «socialisme démocratique» en 2015. De nombreux membres actifs actuellement ne sont devenu·es socialistes qu'au cours des

dernières années ou des derniers mois. Mais pourquoi les gens ont-ils rejoint DSA plutôt qu'une autre organisation socialiste ou «de gauche»? À quoi ressemblait DSA avant d'être inondé de jeunes récemment radicalisé·es? Et comment ces nouveaux membres ont façonné DSA pour en faire l'organisation que nous connaissons aujourd'hui?

### Le temps d'avant (1982-2011)

La renaissance moderne de DSA étant due aux deux campagnes présidentielles du socialiste-démocrate Bernie Sanders, il est cohérent que DSA soit la continuité du Socialist Party of America (1) – c'est sur la ligne de ce parti qu'Eugene Debs a obtenu près d'un million de voix lors de deux de ses campagnes présidentielles, alors même qu'il était en prison pour s'être opposé à la Première Guerre mondiale ! DSA a été créé en 1982 à la suite de la fusion du Democratic Socialist Organizing Committee (Comité d'organisation socialiste démocratique, DSOC) et du New American Movement (Nouveau mouvement américain, NAM). Le DSOC était un groupe dirigé par Michael Harrington, qui s'était séparé du Socialist Party of America. Le NAM avait été fondé en 1971 en tant qu'organisation socialiste-féministe non avant-gardiste. Lors de la convention fondatrice de DSA à Detroit, l'organisation comptait 6 000 membres.

Michael Harrington (2) a été le président et la figure de proue de DSA de



### Laura Wadlin

Laura Wadlin est membre du Comité politique national de DSA (2023-2025) et membre du groupe Bread and Roses. Elle enseigne l'anglais au Portland Community College et est déléguée syndicale. Cet article, publié par *The Call*, est une version modifiée d'un document qui figure dans le récent ouvrage *A User's Guide to DSA* (Labor Power Publications, 2025). Traduit par Lalla F. Colvin.

la création de l'organisation jusqu'à son décès en 1989. Il est connu pour avoir été un orateur prolifique et avoir parcouru le pays afin de promouvoir sa vision du socialisme. L'autrice marxiste et féministe Barbara Ehrenreich a occupé le poste de coprésidente de DSA, tout comme d'autres personnalités de gauche de premier plan, telles que le professeur et auteur Cornel West. Plusieurs élu·es étaient également membres de DSA, comme le député Major Owens, le député Ron Dellums et le maire de New York David Dinkins (un autre élément de continuité avec la campagne de Zohran Mamdani (3)).

Quelle était la politique de DSA à l'époque? Le «socialisme démocratique» était présenté en opposition aux groupes communistes doté d'une discipline interne stricte et défendant les pratiques autoritaires de l'Union soviétique. DSA

1) Le Parti socialiste d'Amérique a existé aux États-Unis de 1901 à 1972. Il est né de la fusion de Social Democratic Party of America, créé en 1898, et de membres du Socialist Labor Party of America (Parti ouvrier socialiste, fondé en 1876 sous le nom Workingmen's Party of the United States et ayant disparu en 1981), qui avaient quitté leur organisation en 1899. Il disparaît en 1972, se divisant alors en trois partis distincts.

2) « Why Michael Harrington Matters » (l'importance de Michael Harrington), Harold Meyerson, 31 juillet 2019, *Jacobin*.

3) « Le moment Mamdani : nouveaux espoirs et nouveaux dangers pour la gauche new-yorkaise », BC Hamilton, 12 septembre 2025, *Inprecor* n°736, septembre 2025.

4) « How the DSA Went From Supporting Israel to Boycotting the Jewish 'Ethnostate' » (Comment DSA est passé du soutien à Israël au boycott de l'«ethno-État» juif), Abraham Riesman, 1<sup>er</sup> décembre 2018, *The Daily Beast*.

comptait également dans ses rangs de nombreux « sionistes travaillistes » (4) qui prônaient un État social-démocrate en Israël, au détriment des droits des Palestinien-nes. Pendant les années 80, le DSA s'est fortement impliqué dans des campagnes de solidarité avec les sandinistes du Nicaragua et les rebelles de gauche au Salvador. Sa branche jeune a également été active dans le mouvement contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Fondamentalement, DSA privilégiait la stratégie électorale du « réalignment », c'est-à-dire l'utilisation du Parti Démocrate comme un outil pour le pouvoir de la classe ouvrière, et le projet de le réformer de l'intérieur. Cette approche contrastait avec celle de Bernie Sanders – qui remporta sa place au Congrès en 1990 en tant qu'indépendant et qui, à l'époque, formulait une critique de gauche de DSA. Elle contrastait également avec celle des socialistes, qui ont formé et dirigé le US Labor Party de 1996 à 2001 (5). DSA entretenait des relations amicales avec des figures éminentes du mouvement ouvrier et s'abstenait d'intervenir dans les conflits internes des syndicats. Bien que DSA n'ait pas soutenu Jesse Jackson à la présidence en 1984, il a fait partie de la Rainbow Coalition qui a soutenu la deuxième campagne de Jackson en 1988 [à la primaire démocrate, NDLR].

L'effondrement de l'Union Soviétique en 1991 a constitué un revers historique mondial qui a entraîné une période de désespoir pour le mouvement socialiste international. De nombreux groupes socialistes et communistes se sont dissous ou, comme DSA, ont tout juste survécu entre les années 90 et 2000. Bien que DSA ait alors atteint les 10 000 membres officiels, il n'était pas opérationnel dans la majeure partie du pays (6), en particulier en raison de la perte de Harrington, le leader charismatique décédé en 89. En revanche, les Young Democratic Socialists (Jeunes socialistes démocrates, la branche jeunesse de DSA, aujourd'hui appelée YDSA) ont été actifs dans de nombreuses villes et ont collaboré avec des groupes proches, comme Jobs with Justice. Entre 2001 et 2014 environ, YDSA disposait d'une petite équipe qui a permis de maintenir l'organisation à flot et de former des camarades qui ont ensuite pris la tête de DSA.

## Avant la renaissance (2011-2015)

L'une des figures de proue de YDSA était Maria Svart, qui a occupé le poste de coprésidente de YDSA avant de devenir membre du Comité politique national (NPC) de DSA, la plus haute instance décisionnelle entre les congrès. Elle a été engagée comme directrice nationale en 2011 et a dirigé DSA pendant son époque de renaissance.

Cette période a vu l'émergence de plusieurs mouvements populaires puissants : Occupy Wall Street et le Printemps arabe en 2011, Fight for \$15 en 2012 et Black Lives Matter en 2013. Occupy, en particulier, a joué un rôle déterminant dans l'utilisation de repères de classe conscients (« Nous sommes les 99 % ») pour populariser des revendications politiques social-démocrates, telles que l'impôt sur les riches. Le mouvement socialiste prenait également de l'ampleur en dehors de DSA. Le magazine *Jacobin*, qui venait d'être

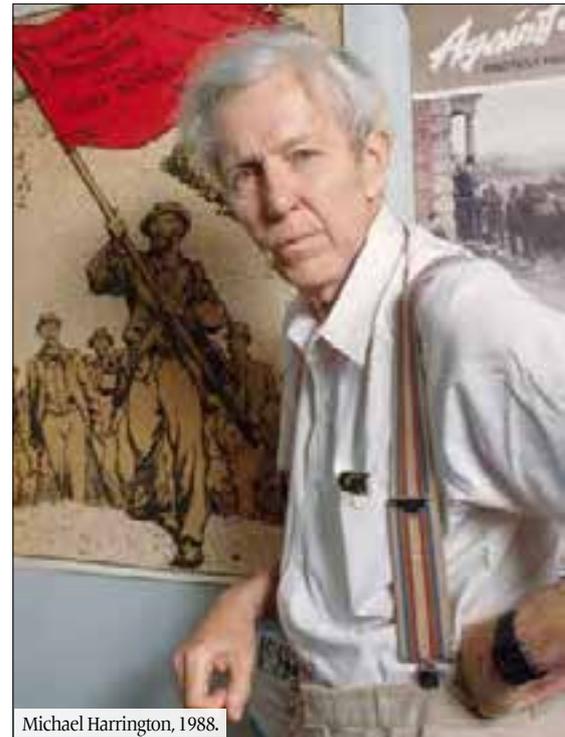
“ *La politique s'est fondamentalement repolarisée : c'était Bernie contre l'élite riche, et nous savions de quel côté nous étions.* ”

fondé par B h a s k a r Sunkara en 2010, organisait des groupes de lecture (7), et contribuait à promouvoir une analyse socialiste au

sein de la gauche de DSA. Kshama Sawant a été élue au conseil municipal de Seattle en 2013. Elle y représentait le groupe trotskiste Socialist Alternative (8) et a servi de modèle moderne, comme militante politique socialiste et comme organisatrice.

La création du Left Caucus (tendance de gauche) en 2014 a ouvert la voie à des idées davantage orientées à gauche qui remettaient en cause certains principes de base de DSA. Le Left Caucus était un groupe interne qui prônait des candidatures ouvertement socialistes, l'adhésion à un programme commun et le départ de l'Internationale socialiste, considérée comme néolibérale. Il était également favorable au mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre l'État d'Israël, mais il était encore difficile de parler explicitement d'antisionisme.

Au début de l'année 2015, DSA a lancé une campagne pour inciter Bernie Sanders à se présenter à la présidence, intitulée « Run, Bernie, Run » (Bernie candidat !). Dans



Michael Harrington, 1988.

plusieurs villes, de petits groupes de membres de DSA ont installé des tables à l'extérieur des événements où Bernie prenait la parole et ont distribué des tracts à la foule.

## La renaissance (2015-2018)

En avril 2015, Bernie Sanders a annoncé qu'il se présentait à la primaire démocrate, défiant Hillary Clinton, alors donnée favorite. Cette campagne était considérée comme hasardeuse. Personne ne pouvait savoir à quel point cette course allait bouleverser le paysage politique. Pas même Bernie, qui avait annoncé sa candidature sans tambour ni trompette, devant un petit groupe de journalistes, dans une ambiance rétrospectivement incroyablement terne.

5) « What Happened to the Labor Party? » (Qu'est-il arrivé au Labor Party), interview de Mark Dudzic, 11 octobre 2015, *Jacobin*.

6) « A History of Democratic Socialists of America 1971-2017 – Bringing Socialism from the Margins to the Mainstream » (Une histoire de DSA 1971-2017 – Faire passer le socialisme de la marge au courant dominant), Joseph M. Schwartz, DSA National Political Committee, juillet 2017, site de DSA.

7) « Don't Study Collective Action Alone: Ten Years of *Jacobin* » (Ne vous contentez pas d'étudier seul l'action collective : dix ans de *Jacobin*), Chris Maisano, 26 septembre 2020, *Jacobin*.

8) Socialist Alternative a été fondé sous le nom de Labor Militant en 1986, lorsque les membres du Comité pour une Internationale ouvrière ont créé une branche américaine. Kshama Sawant a quitté le parti en 2024 et créé son propre parti, Revolutionary Workers.



Cet été-là, la popularité de Bernie a grimpé en flèche et le nombre d'adhérent-es à DSA a commencé à augmenter. Pendant les deux années suivantes, les groupes de lecture de *Jacobin* se sont transformés en sections locales de DSA. Sur internet, des personnalités de gauche comme les animateurs du podcast *Chapo Trap House* (lancé en mars 2016), le twitteur Larry Website et les rédacteur-rices de *Jacobin* ont encouragé leurs followers à rejoindre DSA.

Alors que nous admirions Bernie qui disait la vérité sur la classe des milliardaires et subissait les mensonges et les calomnies des Power Brokers, de nombreux-ses trentenaires de gauche ont connu un total changement de paradigme. Son programme – en particulier l'assurance maladie pour tous, la gratuité des études supérieures et l'opposition aux industries financières, guerrières et fossiles – a suscité des attentes qu'Obama avait réduites à néant. La politique s'est fondamentalement repolarisée : c'était Bernie contre l'élite riche, et nous savions de quel côté nous étions.

Lorsque Bernie a perdu, nous étions dévasté-es, mais il semblait acquis d'avance qu'Hillary Clinton serait la prochaine présidente. Pratiquement personne à gauche ne s'inquiétait d'une victoire de Trump. Et puis il a gagné.

Les gens étaient paniqués et malades de chagrin. Le soir des élections, des manifestations ont éclaté dans tout le pays. Le nombre d'adhérent-es à DSA a immédiatement explosé, passant de 8 500 le jour des élections à 21 000 en mai 2017. J'ai adhéré en janvier après avoir lu dans la presse grand

public un article qui disait que tou-ttes les partisan-es de Bernie affluaient vers DSA. La grande majorité d'entre nous entraient pour la première fois dans une organisation socialiste. Les membres récente-es avaient des tendances idéologiques très diverses, allant des militant-es progressistes et des réfugié-es du Parti démocrate à des tendances plus à gauche – des anarchistes, des maoïstes ou des léninistes, dont certains venaient d'autres groupes comme l'International Socialist Organization (9).

Les gens ont rapidement compris que nous héritions d'une organisation décentralisée et peu structurée, où l'on pouvait généralement prendre des initiatives et faire ce qu'on voulait. Certain-es voulaient changer cela, mais c'était impossible : il y avait (et il y a toujours) trop peu de membres de DSA qui avait été

formé-es à un modèle plus centralisé et qui avaient les compétences politiques ou les qualités de leadership nécessaires pour mener à bien ce changement. L'horizontalité était également une perspective très populaire, issue à la fois de l'héritage d'Occupy Wall Street et d'une réaction aux expériences négatives des groupes de gauche régis par le centralisme démocratique. Cette tendance correspondait de plus à l'individualisme hégémonique dans la culture des courants progressistes. Des débats ont surgi sur la discipline collective que nous devrions attendre par rapport à la nature « ouverte »

et à l'autonomie des membres. Au niveau national, l'appareil et les ancien-nes du parti, craignant que la nouvelle vague de membres puisse faire dévier DSA de sa trajectoire, voire le détruire, ont fortement pesé sur ces débats.

L'administration Trump a démarré en force son mandat, avec le « Muslim ban » (10), rapidement contrecarré par des manifestations dans les aéroports et une grève des chauffeur-ses de taxi. Cela a démontré le potentiel de résistance populaire et de la gauche au programme de Trump, malgré l'émergence de groupes d'extrême droite tels que QAnon et les Proud Boys.

En 2017, lors de la convention de DSA, la nouvelle génération de membres a officiellement pris le relais. Les délégué-es ont adopté trois propositions qui ont différencié définitivement DSA de la mouvance The #Résistance (11) :

1. inscrire dans les principes de DSA le soutien à la campagne BDS,
2. quitter l'Internationale socialiste,
3. lancer une campagne en faveur d'une assurance maladie universelle (Medicare for All), campagne qui fut le premier projet organisationnel de DSA nouvelle version, coordonnant tous les membres par-delà les sections locales.

## Échos de la renaissance (2018-2020)

Alors que nous prenions nos marques dans le cadre de cette renaissance, le sentiment dominant à l'époque était que « tout était possible ». Nous venions de vivre un bouleversement total des normes politiques

“ En 2021, les YDSA a lancé le Rank-and-File Pipeline Project (projet de formation des militants de base) afin d'inciter les jeunes à travailler dans des secteurs stratégiques. ”

9) L'ISO, initialement créée comme section de l'International Socialist Tendency, a rompu avec elle en 2001. Elle s'est dissoute en 2019 après plusieurs années de crise, dues notamment à la gestion calamiteuse d'un viol commis par un dirigeant de l'organisation.

10) Le décret présidentiel 13769, intitulé « Protéger la Nation de l'entrée de terroristes étrangers aux États-Unis », est un décret exécutif signé le 27 janvier 2017 par Donald Trump, alors président des États-Unis, qui suspendait le Programme d'admission des réfugiés aux États-Unis (USRAP) et l'entrée sur le territoire des citoyens de l'Irak, l'Iran, la Libye, la Somalie, le Soudan, la Syrie et du Yémen. Il a été révoqué par Joe Biden le 20 janvier 2021.

11) The #Resistance est un mouvement politique progressiste sans contenu de classe, en opposition aux présidences de Trump.



Des membres de DSA défilent lors de la manifestation Occupy Wall Street à New York. © David Shankbone / CC BY 3.0

et nous voyions de nouvelles avancées tout autour de nous. L'exemple le plus frappant est celui d'Alexandria Ocasio-Cortez (AOC), une serveuse de la génération Y partisane de Bernie Sanders, qui se définissait comme socialiste démocratique et qui a évincé le deuxième démocrate le plus puissant du Congrès, Joe Crowley, lors d'une victoire retentissante et surprenante en juin 2018. (Le jour de sa victoire détient toujours le record du nombre d'adhésions à DSA par jour). Quelques mois plus tard, elle a rejoint les jeunes militant-es du Sunrise Movement (12) qui occupaient le bureau de la démocrate Nancy Pelosi. Rashida Tlaib, partisane de Bernie, a également remporté les primaires cette année-là et est devenue la première Palestinienne américaine – et l'une des deux premières femmes musulmanes avec Ilhan Omar – à être élue au Congrès. Alexandria Ocasio-Cortez, Rashida, Ilhan et la représentante Ayanna Pressley ont formé The Squad. Ce groupe était respecté par de nombreux-mes membres de DSA comme la première opposition de gauche visible, de notre vivant, à l'appareil du Parti Démocrate, malgré ses hésitations à affronter directement la direction du parti.

Bien qu'AOC et Rashida aient été membres de DSA, l'organisation n'avait pas de prétention à s'approprier les actions du Squad. AOC et Rashida n'étaient pas des membres actifs de DSA, et leurs victoires n'étaient pas vraiment le fruit de campagnes menées par le parti. La première grande victoire électorale qu'on puisse véritablement imputer à DSA a été celle de Julia Salazar, qui a remporté les primaires démocrates pour le Sénat de l'État de New York en septembre 2018 (puis le siège en novembre). Par la suite, en 2019, la section de DSA de Chicago a présenté et fait élire six conseiller-es municipaux socialistes-démocrates au conseil municipal de Chicago. En 2020, la section de New York a présenté et fait élire sept socialistes démocrates à l'Assemblée de l'État de New York (dont Zohran Mamdani). À travers le pays, les sections locales ont élaboré leurs programmes électoraux, fait adopter des mesures référendaires et fait élire leurs propres membres à des fonctions locales.

Cette période a également été marquée par une vague historique de grèves d'enseignant-es, déclenchée par la grève sauvage et illégale de 2018 en Virginie-Occidentale. Les enseignant-es de l'Oklahoma et de l'Arizona se sont mis-es en grève en 2018, et celles et ceux de Virginie, Denver, Los Angeles,

Oakland et Chicago ont fait de même en 2019, inspirant d'autres actions syndicales #RedForEd dans tout le pays. Les membres de DSA et les partisan-es de Bernie Sanders étaient nombreux-ses parmi les personnes qui ont organisé et mené ces grèves. Tout comme pour les nouvelles victoires électorales, nous ne nous sommes pas contentés-es d'applaudir depuis les coulisses : nous avons été des acteur-rices majeur-es sur le terrain, à la fois en tant que militant-es de base mais également en tant que partisan-es actifs des campagnes de solidarité coordonnées par DSA.

### **La convention de 2019 de DSA s'est concentrée sur deux questions fondamentales :**

1. DSA doit-il être un réseau décentralisé de sections locales, ou y a-t-il un intérêt à avoir une organisation nationale forte et unifiée ?

2. DSA doit-il s'orienter vers les personnes déjà radicales et les « plus marginalisées », ou doit-elle s'orienter vers l'ensemble de la classe ouvrière et ceux qui ont un poids stratégique au sein de celle-ci ?

À ce stade, au moins sept caucus nationaux s'étaient formés, représentant divers éléments du spectre de la gauche anticapitaliste. Finalement, le fonctionnement le plus horizontal et le projet de préfigurer dès maintenant un modèle de société n'ont pas prévalu, mais bon nombre de ces débats complexes persistent aujourd'hui.

La plupart des membres impliqués dans la nouvelle phase de DSA n'avaient participé qu'à leur section locale – jamais à l'organisation nationale – jusqu'à ce que nous débattions du soutien à la campagne présidentielle de Bernie Sanders en 2020. Malgré son rôle essentiel dans la renaissance de DSA, une minorité importante de membres (principalement issu-es des ailes gauchistes ou anarchistes de DSA) ont refusé de s'impliquer immédiatement. Des opposant-es ont invoqué des problèmes de procédure (13), d'autres ont exprimé ouvertement leur scepticisme à l'égard de Bernie (14) et de la politique « réformiste » de ses partisans, voire des campagnes électorales en général. Mais, lors d'un sondage en ligne, 76 % des membres de DSA ont finalement soutenu le lancement d'une campagne « DSA pour Bernie » (15). Des dizaines de sections ont alors participé simultanément à ce projet national passionnant : démarchage, organisation de soirées-débat, recrutement de nouveaux-elles membres et émergence de dirigeant-es socialistes.

Les mots peinent à décrire l'euphorie psychédélique que nous avons ressentie lorsque Bernie a remporté la primaire du Nevada en février 2020, et la détresse et le désespoir qui ont suivi, une semaine plus tard, lorsqu'il a perdu en Caroline du Sud, puis dans la plupart des États lors du Super Tuesday. Beaucoup d'entre nous avaient placé dans sa campagne les fondements de leur existence et tous leurs espoirs d'avenir. Tout ce dans quoi nous avions mis notre cœur et notre âme s'est effondré très rapidement. Au même moment, la vie publique a commencé à s'arrêter en raison de la pandémie de Covid-19. Des millions de personnes ont été licenciées pratiquement du jour au lendemain. Les réunions de DSA se sont transformées en visioconférences sur Zoom. Soudain, nous nous sommes retrouvés-e-s seul-es, découragés-es et effrayés-es.

### **La période Covid (2020-2023)**

Nous n'avons pas eu beaucoup de temps pour pleurer la défaite de Bernie avant qu'une nouvelle vague de manifestations Black Lives Matter déferle sur le pays en réponse au meurtre de George Floyd. Des millions de personnes sont descendues dans les rues pendant plusieurs semaines, constituant la plus grande mobilisation de masse de l'histoire des États-Unis. Cela a politisé et radicalisé de nombreux-ses travailleur-ses. Mais dans certaines sections de DSA, cela a également suscité d'intenses discussions sur la race et le racisme, des discussions rendues difficiles et parfois caricaturales du fait de l'isolement et d'interactions exclusivement virtuelles durant la pandémie. Le ciel rouge

12) Le Mouvement Sunrise est une organisation d'action politique qui lutte contre le changement climatique. Lors de son lancement en 2017, son objectif était d'élire les partisans des énergies renouvelables lors des élections primaires du Parti démocrate, puis lors des élections de mi-mandat de novembre 2018.

13) « DSA SF Chapter Statement on Proposed National DSA Bernie Sanders Endorsement » (Déclaration de la section DSA SF sur le soutien proposé par le DSA national à Bernie Sanders), 5 mars 2019, Democratic Socialists of America – San Francisco et « 2020 Foresight: A Response to the Bernie 2020 DSA Exploratory Committee Report » (Perspectives pour 2020 : réponse au rapport du comité exploratoire Bernie 2020 DSA), 25 janvier 2019, DSA Libertarian socialist Caucus.

14) « A Dialogue: Should DSA Endorse Bernie Sanders Before the Convention? » ( Dialogue : DSA devrait-il soutenir Bernie Sanders avant la convention ? ), 2 mars 2019, Democratic Left, site de DSA.

15) « Bernie poll results and next steps » (Résultats du sondage Bernie et prochaines étapes), 19 mars 2019, site de DSA.



des incendies de forêt dévastateurs et sans précédent de 2020, manifestement causés par l'accélération du changement climatique, a ajouté à notre sentiment de désarroi et de désorientation face à l'avenir.

Le nombre de membres à DSA a continué d'augmenter jusqu'à atteindre un pic de 93 000 début 2021, après une grande campagne d'adhésion. Cette croissance a été difficile à stabiliser, car elle était déconnectée d'un projet d'organisation précis et d'engagements politiques concrets. Sans figure connue pour agiter les foules contre l'establishment, et sans la terreur de Trump au pouvoir, DSA a perdu des membres pendant près de quatre ans.

Peu après le congrès de 2021, qui s'est tenu exclusivement en ligne en raison du Covid, une bataille interne a éclaté lorsque Jamaal Bowman, membre de la chambre des représentants, a voté en faveur d'une augmentation du financement du Dôme de fer israélien (16). Comme Bowman était membre de DSA et que DSA avait soutenu sa campagne, certains membres ont lancé une pétition pour qu'il soit dénoncé et exclu. Ajoutant de l'huile sur le feu, le groupe de travail BDS de DSA a commencé à agir comme une organisation externe indépendante faisant pression sur DSA, ce qui a conduit le National Political Committee (NPC) à prendre des mesures disciplinaires à son encontre. Bien que le NPC ait publié une déclaration critiquant Bowman (et Alexandria Ocasio-Cortez, qui s'est abstenue), cet incident a suscité des débats qui se poursuivent encore aujourd'hui sur la manière de réagir lorsque nos élu-es agissent en contradiction avec nos orientations politiques ou nos principes, sur la façon d'exprimer un désaccord au sein de DSA et sur la manière de gérer des groupes internes qui prennent leur autonomie.

En contraste avec ces luttes internes, le Covid a entraîné une pénurie de main-d'œuvre qui a encouragé la combativité ouvrière et un regain d'intérêt pour la question du travail au sein de DSA. En 2020, DSA et l'United Electrical Workers ont fondé l'Emergency Workplace Organizing Committee (EWOC), un projet visant

16) Le Dôme de fer est un système de défense aérienne mobile israélien, développé par la société Rafael Advanced Defense Systems, conçu pour intercepter des roquettes et obus de courte portée. En mai 2010, la Maison Blanche a annoncé que le président américain Barack Obama demanderait un financement de 205 millions de dollars auprès du Congrès américain, destiné à soutenir la production et le déploiement du système. Le 20 mai 2010, la chambre des représentants des États-Unis a approuvé le financement.



Bernie Sanders à Phoenix, en Arizona en 2025. © Gage Skidmore, CC BY-SA 3.0

à fournir des ressources et des formations aux personnes non militantes qui décident de s'organiser sur leur lieu de travail. En 2021, YDSA a lancé le Rank-and-File Pipeline Project (projet de formation des militants de base) afin d'inciter les jeunes à travailler dans des secteurs stratégiques. Des dizaines de membres de DSA ont trouvé des emplois chez UPS pour rejoindre les Teamsters et ont fait gagner la liste combative menée par Sean O'Brien contre la liste conservatrice héritière de Hoffa. Les militant-es de Starbucks et d'Amazon ont remporté leurs premières élections syndicales, constituant ainsi une victoire majeure sur les géants du monde des affaires.

La conférence Labor Notes 2022 a été électrique, grâce à l'énergie et à l'espoir des milliers de jeunes qui y participaient pour la première fois. En 2023, les militant-es combattifs ont pris la direction de l'United Auto Workers (UAW) à la suite d'une victoire surprise, avec Shawn Fain comme président. Les sections locales de DSA ont également soutenu de très nombreuses grèves locales. Au niveau national, nous avons mené des campagnes « Strike Ready » pour soutenir les grèves préparées chez UPS et les trois grands constructeurs automobiles. Après la grève historique Stand Up Strike, le président de l'UAW, Shawn Fain, a appelé les syndicats à se préparer à une grève générale le 1<sup>er</sup> mai 2028.

Mais cette période a rapidement connu des revers. La politique d'embauche des YDSA s'est brusquement arrêtée après qu'une résolution a été rejetée à une voix près lors d'un congrès. Les Teamsters membres de DSA se sont profondément divisés au sujet du courant Teamsters for a Democratic Union, et de son orientation prudente envers l'orientation décevante du président O'Brien. Unite All Workers for Democracy, le courant combatif de l'UAW qui avait élu le président Fain, a eu du mal à

résoudre ses profondes divergences internes et a finalement été dissous en 2025.

## Un tournant politique (2023-2024)

Lors de la convention nationale de DSA en 2023, les délégué-es ont élu un NPC avec une représentation inédite des tendances « de gauche » (dont je fais partie, en tant que membre du courant Bread and Roses) – et par conséquent les courants modérés n'ont plus la capacité à eux seuls de constituer une majorité de direction. Cela a sérieusement perturbé le fonctionnement habituel, dans

“ *L'ambition de créer un nouveau parti pour la classe ouvrière soit actuellement au cœur des débats au sein de DSA.* ”

lequel le directeur national et les autres directeurs étaient aux commandes, contrôlant le déroulement des réunions et la circulation de l'information. Beaucoup d'entre nous critiquaient la politique modérée des directeurs et leur attitude méfiante envers les militant-es. Or, nous avons suffisamment de voix pour obtenir un plus grand niveau de transparence et d'ouverture au sein du bureau national.

Maria Svart a démissionné de son poste de directrice nationale en janvier 2024. À cette époque, le NPC commençait à faire face à un déficit budgétaire important, ce qui a suscité une controverse massive sur les licenciements de personnel et la question de savoir à quoi les employé-es doivent s'attendre lorsque leur employeur est une organisation socialiste (reflétant des débats similaires au sein du mouvement ouvrier). En un an, 18 des 30 employé-es ont démissionné ou ont été licencié-es, notamment tous les directeurs ayant été en poste sous la direction de Svart, ce qui a montré la solidarité existant entre les directeurs et les employé-es syndiqué-es contre le NPC élu. Ce renouvellement a entraîné certains dysfonctionnements, mais aussi un changement culturel notable.

Ce nouveau NPC a également rompu avec les pratiques passées en décidant de ne pas soutenir inconditionnellement Alexandria Ocasio-Cortez en juin 2024. De nombreux-ses membres de DSA étaient de plus en plus choqués par son attitude opportuniste et sa proximité avec l'appareil du Parti démocrate. Cependant, la section de DSA de New York était déterminée à préserver ses relations avec AOC. Ce désaccord a creusé un fossé entre la section et l'organisation nationale (principalement parce que New York est dominée par des courants désormais minoritaires au sein du NPC), ce qui a conduit la direction de NYC à s'immiscer dans les relations entre le national et Zohran Mamdani lors de sa campagne pour la mairie un an plus tard.

Bien que les divisions politiques au sein de DSA restent profondes, le NPC est devenu un parlement pluraliste, et les gens sont conscients de cette dynamique et s'y adaptent de manière saine. La constitution d'un bloc majoritaire est à la portée de toutes les tendances, ce qui incite à essayer de trouver un terrain d'entente, et à convaincre les autres de leur point de vue. Ce processus de négociation est essentiel car il renforce la légitimité démocratique de la structure et empêche les deux ailes d'agir de manière impulsive et arrogante.

C'est alors qu'arrivé le bouleversement dans la conscience populaire à l'égard de la Palestine à la suite des attaques du Hamas le 7 octobre 2023. Sur le plan national, DSA a eu du mal à trouver sa place dans un mouvement de protestation dont la couche militante était dominée par des organisations

sectaires d'extrême gauche et des groupes de solidarité avec la Palestine qui reprochaient à DSA de s'associer à des politiciens comme Bowman. Nous avons eu des débats difficiles sur la manière d'aborder ces groupes, de parler publiquement de la violence politique et de la conduite à tenir à l'égard des membres de DSA qui ont des positions sionistes. Malgré ces difficultés, les sections locales ont été constamment présentes dans les mobilisations contre le génocide perpétré par l'État d'Israël à Gaza. Les YDSA ont également été significativement actives dans les campements de protestation qui ont vu le jour sur les campus universitaires dans tout le pays, où nos membres se sont battus avec acharnement pour défendre des principes démocratiques au sein des campements.

## Deuxième mandat de Trump (2024-présent)

À l'approche de l'élection présidentielle de 2024, les membres de DSA ont mené d'intenses débats sur comment résoudre l'éternelle contradiction du « moindre mal » (17) : une présidence Trump apporterait certainement la terreur dans le monde, mais comment pourrions-nous tolérer Biden, auteur d'un génocide et ennemi de la classe ouvrière ? Le NPC a finalement convenu d'une déclaration qui revenait à dire : « Ce choix craint ; rejoignez DSA pour qu'un jour nous puissions avoir une bonne option ».

Lorsque Trump a gagné, la frustration et le mécontentement populaires à l'égard du Parti démocrate ont été palpables presque immédiatement. Et pour la première fois depuis 2021, DSA a connu une croissance

nette positive du nombre de ses membres, qui reste forte aujourd'hui. Après avoir diminué jusqu'à 64 000 membres en octobre 2024, nous avons récemment dépassé les 80 000 membres. Depuis novembre, les nouvelles recrues affluent aux réunions des sections locales, à un niveau inégalé depuis le Covid. Leurs inclinations politiques sont également sensiblement différentes de celles des vagues précédentes : en moyenne, ils sont enthousiasmés par la perspective d'une alternative au Parti Démocrate.

Au moment où nous écrivons ces lignes, Zohran Mamdani vient de remporter la primaire démocrate pour la mairie de New York. Beaucoup de choses seront dites ailleurs sur la signification de cette réussite pour notre mouvement, mais il s'agit indéniablement d'un événement marquant dans l'histoire de DSA.

## Au-delà

Pendant des décennies, on ne pouvait remettre en cause le fait que les démocrates étaient la seule alternative aux républicains, mais aujourd'hui, nous, socialistes, discutons constamment avec des gens ordinaires qui en ont assez et qui ont soif de nouveauté. Il n'est pas surprenant que l'ambition de créer un nouveau parti pour la classe ouvrière soit actuellement au cœur des débats au sein de DSA.

Cependant, la classe ouvrière américaine aura du mal à tirer parti des opportunités qui s'offrent à nous ; nous sommes, depuis toujours, tragiquement désorganisés. Des décennies de peur des rouges ont chassé les communistes et les socialistes du mouvement des travailleur-ses, et des associations d'activistes professionnel-les ont remplacé les véritables organisations politiques implantées. La plupart des mouvements de protestation populaires négligent complètement de rassembler les travailleur-ses dans une formation capable de perdurer et de se développer au-delà des mobilisations ponctuelles.

C'est pourquoi, malgré tous nos défis et nos limites, un DSA dynamique, démocratique, pluraliste et politiquement indépendant est si nécessaire pour ouvrir la voie à la prochaine ère de l'histoire de la classe ouvrière. ■

Le 6 août 2025



AOC lors d'un rassemblement de Bernie Sanders à Council Bluffs, dans l'Iowa, en 2019. © Matt Johnson / CC BY 2.0

17) « In the 2024 elections, workers deserve more » (Dans les élections de 2024, les travailleur-ses méritent mieux », Alex Pellitteri, Carlos Callejo Iii, Kristin Schall et Laura Wadlin, 1<sup>er</sup> octobre 2024, Socialist Call.



## États-Unis : les enseignements de la Convention annuelle de DSA

Les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA, Democratic Socialists of America) comptent aujourd'hui plus de 80 000 membres, dont beaucoup ont adhéré après la deuxième élection de Trump et la victoire de Zohran Mamdani aux primaires du Parti démocrate pour la mairie de New York. Paul Le Blanc raconte le congrès qui a eu lieu du 8 au 10 août 2025 à Chicago.

Par  
Paul Le Blanc

Selon un participant-observateur (Stephan Kimmerle, délégué de Seattle), « une vague de radicalisation bouillonne actuellement partout aux États-Unis, c'est un phénomène qui reflète la montée de la résistance contre Trump, le génocide en Palestine et un nouveau cycle de campagnes électorales socialistes. La gauche de ces mouvements trouve une expression organisée au sein de DSA. Tout indique que DSA est en passe de connaître un nouvel élan et de dépasser probablement les 100 000 membres dans les mois à venir. » (1)

Il est important de bien comprendre que 100 000 membres, c'est le nombre d'adhérent-es sur le papier, pas le nombre de membres actifs. Ma ville natale, Pittsburgh, illustre bien cette réalité. À Pittsburgh, le nombre de membres officiel-les a fluctué autour de 700. Parmi eux, entre 400 et 500 sont des membres « en règle » (qui ont payé leur cotisation). Parmi ces personnes, environ 10 % peuvent être considérés comme *actifs*, dans le sens où ils et elles assistent aux réunions mensuelles réservées aux membres (qui sont hybrides, en présentiel et en ligne) ou participent à un groupe de travail. Lorsque j'ai commencé

1) « DSA Convention 2025: Will the New NPC Turn Toward Socialist Mass Work? » (Congrès DSA 2025 : le nouveau NPC se tournera-t-il vers le travail socialiste de masse ?), Stephan Kimmerle, 11 août 2025.

2) Dans cet ouvrage de plus de 450 pages on trouve principalement 38 articles qui présentent un grand nombre des opinions que l'on trouve au sein de DSA. Le livre est disponible en version papier au prix de 15 dollars et en version électronique au prix de 9,50 dollars.

à assister aux réunions mensuelles en présentiel, j'ai généralement vu entre 50 et 80 participant-es à chaque réunion.

Au niveau national, cela correspondrait à un total de membres actifs de DSA compris entre 8 000 et 10 000, ce qui reste une force considérable et fait certainement de DSA le plus important groupe de gauche aux États-Unis aujourd'hui.

Une source inestimable pour ceux qui cherchent à comprendre la politique de DSA est un nouveau recueil édité par Stephan Kimmerle, Philip Locker et Brandon Madsen, *A User's Guide to DSA : 5 Debates That Define the Democratic Socialists* (2).

### Les participant-es à la Convention

L'organe décisionnel suprême des DSA est la Convention nationale des délégué-es, qui se tient tous les deux ans, après plusieurs mois de discussions écrites et orales. Les conventions élisent une direction nationale, prennent des décisions sur la structuration, la politique, les campagnes, etc. Elles sont très réglementées, lourdes (certains diront *très lourdes*) en termes de procédure, mais relativement démocratiques.

Lors de la Convention nationale de 2025 à Chicago (du 8 au 10 août), environ 1 500 personnes étaient présentes, presque toutes membres de DSA et en grande majorité des délégué-es élu-es. Si l'on examine le nombre de personnes qui ont voté sur les différentes résolutions et motions présentées à l'assemblée, ce chiffre a généralement fluctué entre 1 100 et 1 200, le maximum que j'ai relevé étant de 1 229, ce qui porterait le nombre



**Paul Le Blanc**

Paul Le Blanc est historien. Il a été membre du Socialist Workers Party puis de Solidarity, section des États-Unis de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Publié par *Links*, traduit pour ESSF par Pierre Vandevoorde avec l'aide de DeepLpro, revu par nos soins.

d'observateur-rices officiel-les (comme moi) et d'invité-es à environ 271.

Il y avait une grande majorité de jeunes : quelques adolescent-es, mais surtout des personnes dans la vingtaine, la trentaine et la quarantaine. Les personnes dans la cinquantaine et la soixantaine étaient relativement moins nombreuses, avec seulement quelques personnes dans la tranche d'âge 70-80 ans.

Si la majorité des présent-es pouvaient être identifié-es comme « blancs », il y avait un nombre important de personnes d'origine hispanique, africaine, sud-asiatique, est-asiatique et moyen-orientale. Le ratio femmes/hommes m'a semblé assez équilibré, avec une part importante de personnes s'identifiant comme trans et non-binaires. Ce qui m'a particulièrement frappé, c'est que la grande majorité des personnes présentes semblaient se considérer comme faisant partie d'une classe ouvrière diversifiée sur le plan profes-

sionnel. Cette identification *de classe* semblait être au cœur des discussions lors du congrès.

Cela s'est traduit par le fait que les thèmes qui reviennent souvent dans les conférences de gauche (analyse des identités, abolitionnisme moderne, racisme et antiracisme, féminisme, droits des homosexuel-es, explications de théories, crise environnementale, etc.) n'étaient pas au centre des discussions. Certaines de ces questions étaient en fait déjà intégrées dans les perspectives des participant-es, mais le vocabulaire et l'orientation de leurs discussions portaient sur l'application politique concrète d'un marxisme orienté vers la classe ouvrière et visant à remplacer le capitalisme par le socialisme ou le communisme.

## Orientations politiques au congrès et au sein de DSA

Apparemment, la plupart des participant-es étaient des militant-es sérieux, la grande majorité est restée présente pendant les sessions au cours desquelles les différentes résolutions ont été présentées, discutées, débattues et votées. Il y a eu une quantité effroyable d'amendements proposés (certains adoptés, d'autres non), de motions de procédure, de rappels au règlement, de contestations des décisions du président, etc., ce qui a transformé une grande partie de la convention en une épreuve assez pénible. Mais la plupart des camarades ont semblé tenir bon et ont été en mesure de voter en connaissance de cause le moment venu.

Bien que je sois enclin à me méfier des divers regroupements internes – que je percevais initialement comme essentiellement parasites et artificiels, sans utilité –, ma participation au congrès m'a amené

à les considérer désormais comme une composante relativement naturelle de l'organisation, qui contribue à promouvoir une culture démocratique interne et est bénéfique à son développement. Bien qu'il y ait eu au départ une tendance à regrouper les différents courants (3) en un bloc de gauche et un bloc de droite, la situation réelle suggère l'existence de trois blocs, bien que cela reste évolutif et que la réalité du terrain empêche de réduire l'organisation à des schémas simplistes. Mais tout d'abord, identifions ces trois blocs (4).

1. **Une aile modérée** qui met l'accent sur le travail de masse, cherche à ce que DSA trouve un écho auprès d'un public

très large de la classe ouvrière, adopte une approche opportuniste vis-à-vis des élu-es de DSA et se tourne vers les « progressistes » du Parti démocrate et les dirigeant-es du mouvement ouvrier. Cette aile reflète une certaine continuité avec les fondateur-rices de DSA, comme feu Michael Harrington. Jusqu'à récemment, leur orientation dominait DSA, mais cela a changé de manière spectaculaire. Les courants de DSA représentant cette orientation comprennent Groundwork et le Socialist Majority Caucus, encore assez important. À l'aile droite de cette aile se trouve North Star, assez petit mais plus explicite dans son adhésion à la tradition de Harrington.

2. **Une aile d'extrême gauche** qui tend à rompre définitivement avec les perspectives progressistes-réformistes privilégiées

par l'aile modérée. Elle reflète globalement le sentiment des militant-es du mouvement pour la Palestine et comprend également des partisans d'une variante « campiste » de l'« anti-impérialisme », qui consiste essentiellement à s'aligner sur toutes les forces du « camp » opposé à l'empire américain en leur portant peu ou pas de critiques. (Au sein de ce « camp » se trouvent des dictatures autoritaires, certaines se prétendant socialistes, d'autres conservatrices et ouvertement antisocialistes, voire ultra-religieuses dans certains cas.) Cette aile des DSA comprend Red Star et Springs of Revolution.

3. **Un centre-gauche marxiste**

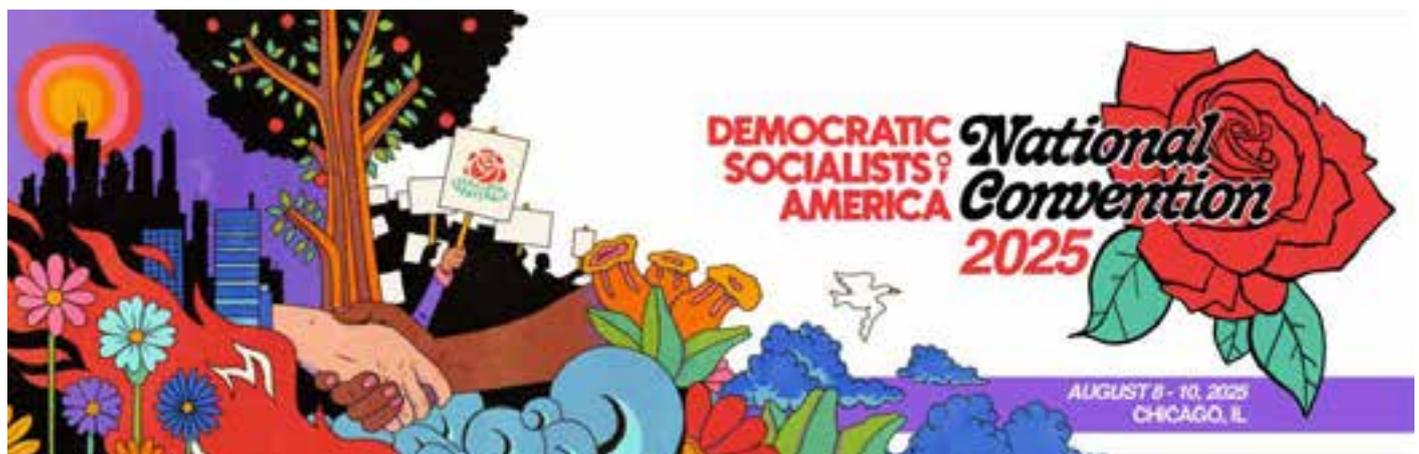
“ *L'organisation est passée d'une orientation modérée à une orientation plus à gauche. Le mouvement vers la gauche s'est accentué, reflétant la radicalisation qui se poursuit au sein de DSA et dans le monde en général.* ”

qui cherche à combiner une orientation vers les masses ouvrières avec une stratégie visant à construire un parti socialiste indépendant, tout en promouvant la lutte des classes et les

idées socialistes au sein des mouvements sociaux et syndicaux. Cela inclut Bread and Roses (Du pain et des roses), Reform and Revolution (Réforme et révolution) et Marxist Unity Group (Groupe Unité marxiste). Cependant, au sein de chacune

3) Le texte original utilise le terme de caucus, qui est repris en français dans certains textes et certaines traductions.

4) Ce schéma à trois blocs est tiré du rapport de congrès rédigé par Stephan Kimmerle, qui appartient au courant minoritaire au sein de Reform and Revolution. J'ai toutefois ressenti le besoin de modifier la manière dont il caractérise les trois blocs, afin de la rapprocher davantage de ma propre perception.





de ces organisations, il existe un éventail de perspectives, avec une division explicite entre la minorité (l'ancienne direction) et la majorité au sein de Reform and Revolution. Une partie de Bread and Roses souhaitent éviter une rupture définitive avec l'aile modérée, tandis que certaines franges de Reform and Revolution et du Marxist Unity Group ne veulent pas se démarquer des perspectives de l'aile extrême gauche.

Compte tenu de la complexité évoquée ci-dessus, il existe une tendance positive au sein des différents groupes à écouter et à prendre au sérieux les opinions des camarades appartenant à d'autres groupes. Il y a même des militant-es réfléchi-es qui rejoignent un autre courant quand iels sont convaincu-es des perspectives défendues par ce dernier. L'organisation dans son ensemble est passée d'une orientation modérée à une orientation plus à gauche. Lors du congrès de 2023, puis à nouveau en 2025, le mouvement vers la gauche s'est accentué, reflétant la radicalisation qui se poursuit au sein de DSA et dans le monde en général.

Récemment, de nouveaux groupes ont vu le jour. Le Carnation Caucus (Caucus Œillet) a présenté un programme quadriennal visant à placer l'organisation dans une orbite mêlant marxisme de centre-gauche et perspectives d'extrême gauche, insistant sur le fait que DSA devrait être considéré comme un parti politique. Un autre courant nouvellement formé se décrit comme « Libération – Un caucus marxiste-léniniste-maoïste », et avance des positions qui n'ont pas encore de sens pour beaucoup de membres.

Il existe également des courants qui ne s'inscrivent pas directement dans l'un des trois blocs – certains tendant à chevaucher deux blocs, d'autres évoluant d'une manière qui ne leur permet pas d'être classés dans l'un ou l'autre. Dans la première catégorie, on trouve deux caucus qui sont décrits succinctement dans le *User's Guide to DSA*. Le Communist Caucus (avec lequel je me sens une certaine affinité) est décrit ainsi : « *Un caucus communiste multi-tendances. Il se concentre principalement sur le travail de terrain et le développement de l'implantation à la base, y incluant l'organisation des locataires* ». Emerge est décrit de manière similaire : « *Un caucus communiste multi-tendances au sein de DSA-NYC [DSA de New York City]. Il est actif dans les domaines de l'anti-impérialisme et de l'organisa-*

*tion des locataires* ». Il existe également le Libertarian Socialist Caucus, influencé par l'anarchisme, une formation sérieuse avec des projets populaires mais qui, comme le commentent les éditeurs du *User's Guide to DSA*, « *en fait une exception à la gauche de DSA – la plupart des autres membres de la gauche organisée de DSA proviennent de caucus qui revendiquent le marxisme comme socle idéologique* ».

J'ai l'impression que la plupart des membres de DSA au niveau national sont comme ceux de Pittsburgh : la plupart ne font partie d'aucun groupe. Mais apprécient les idées, les contributions et l'engagement des membres des différents courants et sont tout à fait prêt-es à voter pour une grande partie d'entre eux pour représenter Pittsburgh à la convention nationale. Iels ne sont cependant pas alignés et ont tendance à penser par eux-mêmes, sous l'influence des grands événements et de leur propre expérience.

## Débats, décisions, discussions

Les trois jours du congrès des DSA ont été très chargés. Un compte rendu détaillé pourrait peut-être être présenté de manière adéquate dans un livre, mais pas dans un compte rendu relativement bref comme celui-ci. Cela est particulièrement vrai pour les plus de treize heures de délibérations, riches en rapports, résolutions, amendements, motions de procédure, rappels au règlement, votes et autres, impliquant les 1 100 à 1 200 délégué-es.

Ces moments pénibles mais inévitables ont été répartis sur les trois jours, entre le

matin et l'après-midi, parfois entrecoupés d'un discours introductif, ou bien d'un ou deux blocs de discussion programmatique, et des discours de remerciements de certains camarades élu-es à des postes internes, et même, à quelques moments, de très belles chansons interprétées par la chorale Sing in Solidarity. Il y a tout simplement trop à raconter si on ne veut pas se contenter de notes rapides et d'esquisses relativement impressionnistes.

Les débats lors de la convention ont essentiellement abordé les questions suivantes :

- Quelles structures et quelles orientations permettraient d'assurer une plus grande participation et un meilleur contrôle des membres de DSA, ainsi qu'une plus grande cohésion et une plus grande efficacité ?

- Comment parvenir au mieux à l'indépendance vis-à-vis de l'*establishment* du Parti démocrate, en portant une attention particulière à l'élection présidentielle de 2028 ?

- Qu'attendre des candidat-es soutenu-es par les DSA ? Et aussi : en quoi consiste ce soutien ? (Des camarades qui collaborent à la campagne ? Une consultation et une collaboration continues entre DSA et la ou le candidat ?) Qu'attendre d'un-e candidat-e soutenu-e ? Doit-iel se présenter comme un-e socialiste déclaré, sur un programme élaboré avec la participation de DSA ? Si le ou la candidate est élu-e, comment peut-on s'assurer qu'iel rendra des comptes ?

- Jusqu'où DSA doit-il se déplacer vers la gauche pour rester fidèle à ses principes socialistes fondamentaux ?



• Comment mettre en œuvre au mieux un internationalisme authentique et pertinent (impliquant des questions telles que l'impérialisme et l'anti-impérialisme, les relations avec diverses organisations et coalitions, la solidarité avec la Palestine et les spécificités de l'antisionisme, ainsi que la question du « campisme ») ?

Le débat s'est construit autour de résolutions de motivation, de soutien ou d'opposition qui devaient être votées. Un délégué expérimenté de DSA de Pittsburgh a exprimé ainsi le sens général de la direction prise par l'organisation :

• **Notre organisation a les yeux résolument tournés vers 2028** : Nous allons préparer une action pour le 1<sup>er</sup> mai 2028 et avons défini une série de tâches que notre organisation doit accomplir pour être prête (5). Nous allons lancer une campagne pour une candidature présidentielle issue de la gauche syndicale en 2028 (6).

• **Lutter contre le fascisme** : nous nous opposerons à Trump en luttant contre les expulsions et en faisant de l'abolition de l'ICE (7) une priorité (8), et en poursuivant le travail du « Comité de réponse à l'administration Trump » (TARC) (9).

• **Réaffirmation de nos engagements envers la Palestine et l'internationalisme** : réaffirmons notre implication dans le travail international et le travail de BDS (10), adoption sans amendement de la résolution antisioniste (11).

• **Nous mettrons à jour notre programme**, avec une commission visant à mettre à jour le document « Les travailleurs méritent mieux » afin de l'adapter à la situation politique actuelle (12).

• **Les élections restent une priorité** : Les élections resteront une priorité majeure pour notre organisation, la convention a décidé d'embaucher deux personnes supplémentaires pour s'occuper des élections. Les soutiens au niveau fédéral de la part du National devront désormais faire l'objet d'une communication réfléchie et le Comité politique national (NCP) devra rencontrer la section locale et le candidat (13).

• **Le mouvement syndical reste une priorité majeure** de notre organisation (14).

• **Le logement et l'organisation des locataires restent une priorité**. Nous avons adopté la résolution consensuelle de la Commission pour la justice en matière de logement 2025 de DSA (15), qui stipule que nous lutterons pour les quatre piliers du logement social et que notre travail en matière de logement sera axé sur la création de syndicats de locataires puissants et actifs.

Si une résolution ferme et antisioniste sur la Palestine avait été rejetée lors de la convention de 2023, il est très significatif qu'une résolution similaire ait remporté 56 % des voix lors de la convention de 2025, avec 44 % contre. L'un des points litigieux concernait les nouvelles normes que les candidats devraient respecter pour pouvoir bénéficier du soutien de DSA : le soutien total et public au mouvement Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) et à la lutte palestinienne. Cela semblerait exclure le soutien de DSA à de nombreuses et nombreux candidat-es qu'il a soutenu-es jusqu'à présent, dont Bernie Sanders. « *Cependant, note Stephan Kimmerle, il appartiendra au nouveau Comité politique national (NPC) d'interpréter cette résolution, et même les personnes qui ont présenté la résolution ont insisté sur le fait que DSA resterait flexible dans sa mise en œuvre.* »

Une des décisions que beaucoup d'entre nous regrettent concerne le sort d'un amendement à la résolution internationale qui remettait explicitement en cause les perspectives campistes, qui a été rejeté par 43 % des voix pour et 56 % contre.

Une attention particulière a été accordée à la manière dont les candidat-es soutenu-es par DSA mèneront leur campagne et exerceront leurs fonctions une fois élu-es. La résolution consensuelle présentée par le Comité électoral national de DSA, qui a été adoptée, mettait l'accent sur la présentation de candidat-es représentant DSA et issus de ses rangs, plutôt que de simplement appuyer des « démocrates progressistes » en mal de soutien. La résolution exigeait que les candidat-es soutenu-es par DSA « *se réclament ouvertement et fièrement des DSA*

*et du socialisme, notamment en encourageant expressément les gens à rejoindre DSA* » et « *s'affichent publiquement comme "socialiste" ou "socialiste démocrate"* ». Elle exhorte les sections locales à exiger des candidat-es qu'ils s'engagent « *à construire une liste socialiste et à faire preuve d'indépendance politique* ». Il reste bien sûr à voir comment cette politique sera réellement appliquée.

De nombreuses résolutions – qui n'ont pas pu être discutées ni votées faute de temps – ont finalement été renvoyées au Comité politique national (NPC), qui assure le fonctionnement de l'organisation entre ses congrès biennuels.

Les élections au NPC qui ont eu lieu lors de la convention sont un autre signe du virage à gauche de l'organisation. Sur les 24 sièges du NPC, seuls 9 ont été attribués à des membres des courants modérés, tandis

5) Résolution « R30: Fighting Back in the Class War: Preparing for May Day 2028 » (Combattre dans la guerre des classes : préparer le 1<sup>er</sup> mai 2028), tel que modifié par « R30-A01: Tenants & Workers Together in 2028 » (Locataires et travailleurs ensemble en 2028), Proposal Compendium.

6) Résolution « R33: Unite Labor & the Left to Run a Socialist For President and Build the Party » (Unir les syndicats et la gauche pour présenter un candidat socialiste à la présidence et construire le parti), *idem*.

7) Le Service de l'immigration et des douanes des États-Unis (United States Immigration and Customs Enforcement – ICE) est une agence fédérale visant notamment à combattre l'immigration illégale. Elle s'est illustrée ces derniers mois par des interventions violentes et arbitraires.

8) Résolution « R26: Fight Fascist State Repression & ICE » (Lutter contre la répression fasciste de l'État et l'ICE), *idem*.

9) Résolution « R05: Fight Fascism, Build Socialism », (Combattre le fascisme, construire le socialisme), *idem*.

10) Résolution « R36: A Unified Democratic Socialist Strategy for Palestine Solidarity » (Une stratégie socialiste démocratique unifiée pour la solidarité avec la Palestine), *idem*.

11) « R22: For a Fighting Anti-Zionist DSA », (Pour des DSA antisionistes combattifs), *idem*.

12) Par l'adoption sans amendement de la résolution « R34: Workers Deserve More, Forever: For a Coherent and Continuous Program Befitting DSA's Political Growth » (Les travailleurs méritent mieux, pour toujours : pour un programme cohérent et permanent à la hauteur de la croissance politique des DSA), *idem*.

13) Les sections locales peuvent toujours choisir de ne pas demander le soutien du National, ce qui devrait être le cas de la section locale de New York par rapport à Alexandra Ocasio Cortez.

14) Nous avons adopté la CR10 : Résolution consensuelle de la Commission nationale syndicale de DSA : Construire un mouvement syndical dirigé par les travailleurs (telle que modifiée par les CR10-A02, CR10-A03 et CR10-A04).

15) « CR06: 2025 DSA Housing Justice Commission Consensus Resolution ».



que 18 sont allés à des personnes associées à la gauche – qui se sont finalement répartis de manière égale entre 9 sièges remportés par les courants de l'aile d'extrême gauche et 9 sièges remportés par les courants du bloc marxiste de centre gauche.

Il est toutefois important de ne pas accorder à cela plus d'importance qu'il n'y en a. « *Notre nouveau NPC est "plus à gauche",* a commenté un délégué avisé de Pittsburgh, *mais il reste à voir ce que cela signifiera* ». Cela tient au souhait de nombreux-ses militant-es (mais pas toustes) de divers courants d'éviter les scissions et les divisions qui pourraient affaiblir DSA. Dans le même temps, certains courants sont extrêmement fluctuants et, en cette période d'instabilité, il est impossible de prévoir comment la situation interne évoluera.

Par ailleurs, des discussions ont eu lieu lors du congrès – sans lien avec les résolutions ou les votes – qui ont donné une idée très vivante des perspectives politiques qui prévalent aujourd'hui au sein de DSA. Parmi celles-ci, on peut citer : un discours remarquablement radical de Rashida Tlaib et la réponse de la Convention à celui-ci ; des présentations par les principaux organisateurs de la campagne municipale de Zohran Mamdani à New York ; un « premier échange politique interorganisationnel » dynamique de trois heures (deux minutes par intervenant) auquel ont participé des invité-es issus de divers mouvements et luttes, entrecoupé de contributions de membres de DSA actives et actifs dans ces luttes. Des interventions éloquentes et significatives ont été faites par des membres du Chicago Teachers Union, du Caucus of Rank-and-file Electrical Workers (CREW), d'Essential Workers for Democracy, d'un courant de base de la National Association of Letter Carriers, de Railroad Workers United, de l'Arise Chicago Workers Center, du Debt Collective, du Sunrise Movement, du BDS et du Palestinian Youth Movement, du PSOL et du PT du Brésil, du Parti des travailleurs de Belgique, de La France insoumise, de Morena du Mexique, de Democracia Socialista de Porto Rico et des Socialistes démocrates du Japon.

Le discours de Rashida Tlaib a soulevé des acclamations et une ovation debout.

16) Solidarity, qui édite la revue *Against The Current*, est la section de la IV<sup>e</sup> Internationale aux États-Unis. Solidarity et l'Internationale entretiennent des relations avec Reform and Revolution, avec le collectif qui édite Tempest et avec des camarades de Bread and Roses.

Stephan Kimmerle le présente ainsi :

« La députée Rashida Tlaib, oratrice principale, s'est adressée à la convention dans un message puissant et émouvant contre la guerre en Palestine. Elle a établi un lien entre les votes du Congrès qui financent le génocide et le manque de financement pour des réformes telles que l'assurance maladie pour tous et l'accès à l'eau potable. Tlaib a condamné *"l'establishment des deux partis"* pour son rôle dans le financement du génocide, soulignant que les Républicains et les Démocrates sont tous deux financés par des milliardaires.

A contrario d'Alexandria Ocasio-Cortez et manifestement critique à son égard, Tlaib a déclaré : *"Une arme est une arme"*. AOC avait voté en juillet en faveur du financement par les États-Unis du Dôme de fer israélien, justifiant son vote en disant qu'il y a une différence entre la fourniture d'armes *"défensives"* et d'armes *"offensives"* à Israël. En revanche, Tlaib et Ilhan Omar ont correctement voté contre. AOC a ensuite voté contre l'ensemble du projet de loi sur le financement de l'armée.

Tlaib s'est prononcée contre les *"systèmes capitalistes d'exploitation"*

et a souligné que *"les masses laborieuses ont soif de changement révolutionnaire... C'est pourquoi DSA est si important."*

*Nous sommes capables de diagnostiquer honnêtement et sincèrement les problèmes auxquels sont confrontés les Américain-es de la classe ouvrière"*. Elle

a exhorté DSA – en utilisant le "nous" pour désigner l'organisation – à parler un langage compréhensible par les travailleur-ses, que les Démocrates et les Républicains ont abandonné-es, afin d'expliquer *"ce que le socialisme démocratique peut signifier pour leur vie"*. Tlaib a exhorté DSA à orienter son travail vers la grande masse de la classe ouvrière et à attirer davantage de personnes de couleur dans notre organisation en les convainquant des idées socialistes démocratiques – des tâches essentielles pour DSA. »

## Est-il pertinent pour des marxistes révolutionnaires de militer dans DSA ?

La réalité de DSA, telle qu'elle ressortait du congrès, était qualitativement différente de ce que je m'étais imaginé. DSA est beaucoup plus à gauche que je ne le

pensais, beaucoup plus critique et enclin à rejeter les *deux* partis capitalistes. Je m'attendais à une organisation dominée par la tendance modérée, avec quelques possibilités de discussion à gauche, de tâches de formation et de participation à des actions sociales concrètes et intéressantes. Le fait qu'il s'agisse de la plus grande organisation socialiste des États-Unis, qu'elle ait connu une croissance spectaculaire et qu'elle compte un très grand nombre de jeunes activistes socialistes qui font essentiellement partie de notre classe ouvrière diversifiée sur le plan professionnel a été un facteur déterminant dans ma décision, au cours des dernières années, de m'y engager.

Ce que j'ai connu avec DSA à Pittsburgh au cours des douze derniers mois m'a convaincu que cela avait un sens pour moi de m'impliquer sérieusement dans cette organisation au niveau local, et que je devais me rendre à la Convention nationale – en tant qu'observateur – pour me faire une idée plus précise de l'organisation dans son ensemble. Et cela a été une révélation pour moi. Dans ce compte rendu, j'ai essayé de donner une

“ DSA est beaucoup plus à gauche que je ne le pensais, beaucoup plus critique et enclin à rejeter les deux partis capitalistes. ”

idée de ce que j'ai découvert lors de la Convention nationale de l'organisation, qui s'est tenue du 8 au 10 août 2025. J'y ai trouvé une réalité beaucoup plus ouverte, dynamique et radicalisée à gauche que je ne l'avais imaginé, certes pleine de limites et d'imperfections frustrantes, mais aussi

ouverte et en évolution, avec des possibilités de contribuer à la création d'une organisation socialiste plus efficace. Il y a également beaucoup à apprendre de cette expérience. DSA a beaucoup de problèmes, mais aussi un grand potentiel. Donc, oui, en tant que marxiste révolutionnaire, je trouve tout à fait judicieux de faire partie de DSA. Non pas pour « intervenir » dans DSA, mais pour en faire véritablement partie.

Il me semble tout aussi utile de faire partie de Solidarity (16) et du Tempest Collective. Déterminer comment ces éléments s'articulent entre eux est un défi qu'il convient de relever en s'impliquant activement dans ces organisations, tout en contribuant à la construction d'un mouvement efficace pour le socialisme. ■

Le 14 août 2025

# La Chine sous pression : mobilisations populaires et fractures systémiques

Les manifestations qui ont traversé la Chine entre mai et début juin 2025 mettent en lumière des tensions profondes et une dynamique d'instabilité croissante dans le tissu social du pays.

Par  
Andrea Ferrario

L'analyse des épisodes de mobilisation sociale enregistrés en Chine entre la fin du mois de mai et le début du mois de juin 2025 fait apparaître des tensions systémiques qui traversent l'ensemble du pays. Loin d'être des phénomènes isolés, ces événements mettent en évidence des fractures profondes dans la situation sociale actuelle du pays, où les difficultés économiques se mêlent à des problèmes structurels de nature politique et à des violations croissantes des libertés fondamentales.

La période considérée, qui culmine symboliquement avec le 36<sup>e</sup> anniversaire de la répression de Tiananmen le 4 juin 1989, présente une concentration extraordinaire de protestations qui, en un peu plus d'une semaine, ont investi avec intensité différents secteurs de la société : la production industrielle, la construction, l'éducation, la santé, et même le système pénitentiaire. Cette succession rapide de mobilisations transversales montre que les causes des protestations ne peuvent être attribuées à des problèmes sectoriels précis, mais plutôt à des dynamiques systémiques plus profondes qui évoluent simultanément.

Les huit journées « échantillons » analysées en détail – du 26 mai au 3 juin – révèlent en outre une répartition géographique couvrant l'ensemble du pays, de la province industrielle de Guangdong aux régions du nord-est, soulignant ainsi que le phénomène n'est pas limité à certaines zones économiques, mais représente une

manifestation généralisée des fractures du tissu social chinois contemporain.

## Le phénomène des arriérés de salaires : dimensions et caractéristiques

Les arriérés de salaires apparaissent comme le dénominateur commun de la grande majorité des protestations documentées. Selon les données du China Labour Bulletin, pas moins de 88 % des protestations collectives en 2024 étaient liées au non-paiement des salaires, soulignant la façon dont ce problème est devenu endémique dans l'économie chinoise. L'organisation note que « *les arriérés de salaires représentent 76 % des événements sur la carte des grèves depuis 2011* », ce qui indique une persistance du phénomène sur une décennie.

La manifestation des travailleur-ses de Yunda Express à Chengdu illustre la complexité de ces dynamiques et la manière dont les conflits se développent et, parfois, sont résolus. Le conflit, qui a duré du 30 mai au 2 juin, est né non seulement de questions salariales, mais aussi de la décision unilatérale de l'entreprise de délocaliser le centre de distribution dans la ville

de Ziyang, dans le comté de Lezhi, sans offrir de compensation ou d'emploi alternatif aux employé-es en contrepartie de la délocalisation. Les travailleur-ses ont bloqué l'entrée du centre de distribution pour empêcher les véhicules d'entrer et de sortir, paralysant ainsi les activités de l'entreprise.

“ Le secteur productif a connu de nombreux troubles reflétant les difficultés économiques structurelles de l'économie chinoise. ”



## Andrea Ferrario

Andrea Ferrario est traducteur indépendant spécialisé dans l'économie, la finance et les questions internationales. Il a été rédacteur du magazine *Guerre&Pace* et rédacteur en chef de la newsletter *Notizie Est*, spécialisée dans la région des Balkans. Au cours de la dernière décennie, il s'est principalement consacré à l'Asie de l'Est, en publiant régulièrement sur le site *Crisi Globale*, dont il est co-rédacteur en chef. Il publie un blog sur Substack.com. Cet article a collecté des informations dans les médias *Yesterday*, *Radio Free Asia*, *China Labour Bulletin*, *AsiaNews*, *Workers' Solidarity*. Il a été traduit de l'italien par Pierre Vandevoorde et Pierre Rousset pour ESSF, et revu par nos soins (Agatha).

Le déroulement de la manifestation révèle l'escalade des tensions : dans la nuit du 31 mai, la police a tenté de disperser les manifestant-es par la force et, selon les témoignages des travailleur-ses, certain-es employé-es ont été tabassé-es au cours de l'intervention. Après des jours de résistance et de négociations serrées, l'entreprise a finalement accepté, le 2 juin, d'indemniser les employé-es selon une formule mathématique précise : le salaire moyen, plus 6 000 yuans, multipliés par les années de service. Cette issue montre qu'une pression collective soutenue peut encore obtenir,



# Chine

bien que rarement, des résultats concrets dans le contexte chinois, malgré le contexte répressif.

Le secteur productif a connu de nombreux troubles reflétant les difficultés économiques structurelles de l'économie chinoise. Par exemple, à Ningbo, dans le Zhejiang, les travailleur-ses de Rockmoway Clothing se sont mobilisé-es pendant deux jours, les 2 et 3 juin, pour protester contre la décision de l'entreprise de retenir arbitrairement 40 % de leurs salaires. De même, plusieurs usines ont connu des grèves prolongées en raison d'arriérés de salaires, comme sur les chantiers de BASF à Donghai, dans le Guangdong, où les ouvrier-es du bâtiment sont resté-es les bras croisés le 2 juin pour protester contre le non-paiement de leurs salaires.

La géographie des protestations dans l'industrie montre une concentration particulière dans la province de Guangdong, le « moteur » de l'économie chinoise, qui avait enregistré 37 cas en avril 2025, de loin le nombre le plus élevé de toutes les régions. Cette concentration reflète la pression croissante exercée sur les industries orientées vers l'exportation dans une province qui représente le cœur manufacturier de la Chine.

## L'impact de la guerre commerciale et les transformations du travail industriel

L'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine a eu des effets directs et mesurables sur la condition des travailleur-ses. L'augmentation des droits de douane américains, qui visent également les biens produits par des entreprises chinoises dans des pays tiers, a amplifié les incertitudes et exacerbé la crise à laquelle sont confronté-es les travailleur-ses. Les données montrent que le secteur manufacturier a connu une augmentation significative des mobilisations, passant de 25 cas en mars 2025 à 39 en avril suivant, ce qui reflète les pressions croissantes exercées sur les industries orientées vers l'exportation.

Les manifestations se sont étendues géographiquement « de la province de Guangdong, dans le sud-ouest de la Chine, où se trouvent de nombreuses usines, à Tongliao, dans la province de Jilin, dans le nord-est », mettant en évidence une répartition nationale du phénomène. Comme le note Workers' Solidarity, « cela reflète également le fait que les problèmes du système économique chinois s'étendent

République Populaire de Chine (RPC) : Divisions Administratives et Disputes Territoriales



aussi aux activités internationales », les travailleurs chinois-es employé-es dans des projets à l'étranger ayant fait grève en Arabie saoudite et à Oman le 29 mai pour réclamer leurs salaires.

Les protestations dans les usines Foxconn, l'un des plus grands fabricants au monde, qui fournit des iPhones à Apple, sont particulièrement significatives. À l'usine de Hengyang, les travailleurs se sont mis en grève pour protester contre la réduction des aides sociales et des heures supplémentaires, tandis qu'à l'usine de Taiyuan, ils et elles ont protesté contre les projets de transfert des installations de production de Taiyuan à Jincheng, à trois heures de route. Lors des manifestations de rue, les travailleur-ses ont crié « Nous voulons que nos droits soient respectés ».

BYD, le principal constructeur chinois de voitures électriques, a également été confronté à d'importants troubles. Le 28 mars, plus de 1 000 travailleur-ses de l'usine de Wuxi se sont mis en grève pour protester contre les baisses de salaire, la fin des primes d'anniversaire et d'autres réductions d'allocations. Quelques jours plus tard, les travailleur-ses de l'usine de

Chengdu ont également manifesté pour réclamer la sécurité de l'emploi, la transparence sur les processus de délocalisations et des compensations équitables.

Parmi les différents secteurs, l'industrie de l'habillement et de la chaussure a été particulièrement touchée par la crise, ses travailleur-ses ayant souvent souffert du non-paiement des salaires. Ces industries sont souvent petites et concentrées dans la même région, de sorte que le non-paiement des salaires ou la suspension de l'activité en raison de la baisse de la rentabilité se produisent souvent dans des endroits proches et au même

moment. Parmi les grèves dans l'industrie manufacturière en 2024, le secteur de l'habillement arrive en deuxième position (90 cas) après le secteur de l'électricité et de l'électronique (109 cas).

## L'affaire « Brother 800 » : symbole du désespoir systémique

Le 20 mai 2025, l'incendie de l'usine textile de la Sichuan Jinyu Textile Company dans le district de Pingshan a acquis une

« L'augmentation des droits de douane américains, qui visent également les biens produits par des entreprises chinoises dans des pays tiers, a amplifié les incertitudes et exacerbé la crise à laquelle sont confronté-es les travailleur-ses. »

résonance symbolique qui dépasse largement la dimension locale de l'événement. Wen, un ouvrier de 27 ans, a mis le feu à son lieu de travail après avoir été privé des salaires qui lui étaient dus pour un montant total de 5 370 yuans, et non pas 800 yuans comme cela a été initialement rapporté par les médias et plus tard démenti par la police.

La reconstitution des faits révèle la complexité des dynamiques qui ont conduit à ce geste extrême. Wen avait présenté sa démission le 30 avril et, conformément à l'article 9 des dispositions provisoires sur le paiement des salaires, il aurait dû recevoir tous les arriérés de salaire immédiatement après la cessation d'emploi. Lorsqu'il a finalisé les procédures de démission le 15 mai, l'usine lui devait 5 370 yuans (environ 760 dollars). Wen a demandé un paiement immédiat, mais le service financier a refusé, invoquant des procédures internes de validation. Après avoir à nouveau demandé, sans succès, le paiement à son supérieur, Wen a développé ce que le rapport de police appelle un « désir de vengeance ».

L'incendie a causé des dommages économiques estimés à des dizaines de millions de yuans et a conduit à l'arrestation de l'auteur, mais l'histoire est devenue virale sur les médias sociaux chinois avec le hashtag « Brother 800 ». L'écart entre les 800 yuans initialement médiatisés et les 5 370 yuans réellement dus a alimenté les débats sur les réseaux sociaux, sur lesquels de nombreux utilisateurs ont exprimé leur solidarité avec Wen, le considérant comme un « héros désespéré » plutôt que comme un criminel.

Ce cas met en évidence l'inefficacité structurelle des mécanismes de protection juridique. Comme l'observe ironiquement un témoin, « lorsque les personnes à qui l'on devait des salaires ont demandé une aide juridique, les juges ont disparu et le personnel du département du travail s'est également éclipsé. Mais lorsque Wen a mis le feu à l'usine, la police est immédiatement arrivée et les magistrats sont réapparus ». Cette critique souligne que le système réagit rapidement aux violations de l'ordre public, mais reste inerte face aux violations systématiques des droits des travailleur-ses.

La description de la situation familiale de Wen – pauvreté, mère malade, besoin urgent d'argent – illustre la façon dont les difficultés économiques individuelles sont liées à l'absence de protection sociale adéquate. Le *China Labour Bulletin* souligne

que l'incident représente « une rupture dans les systèmes juridiques et institutionnels conçus pour soutenir les travailleur-ses », mettant en évidence l'inadéquation des structures syndicales existantes qui sont « restées silencieuses » tout au long de l'affaire.

La réaction du public reflète une frustration généralisée à l'égard de ces failles systémiques. En ligne, un commentaire viral demandait : « Pourquoi un homme en serait-il réduit à incendier une usine pour 800 yuans ? Cela signifie qu'il était littéralement affamé ». D'autres ont dénoncé le double standard : les travailleur-ses qui protestent sont qualifiés de fauteurs de troubles, tandis que les employeurs qui retiennent les salaires sont tolérés par les autorités.

## La crise dans la construction et l'immobilier : une spirale descendante

Le secteur de la construction représentait 54,48 % de toutes les protestations collectives en avril 2025, un chiffre qui reflète la crise persistante du marché immobilier chinois. Cette concentration dans le secteur de la construction montre que la crise immobilière, qui a commencé avec l'affaire Evergrande en 2021 et s'est propagée à l'ensemble du secteur ainsi qu'à l'économie en général, continue

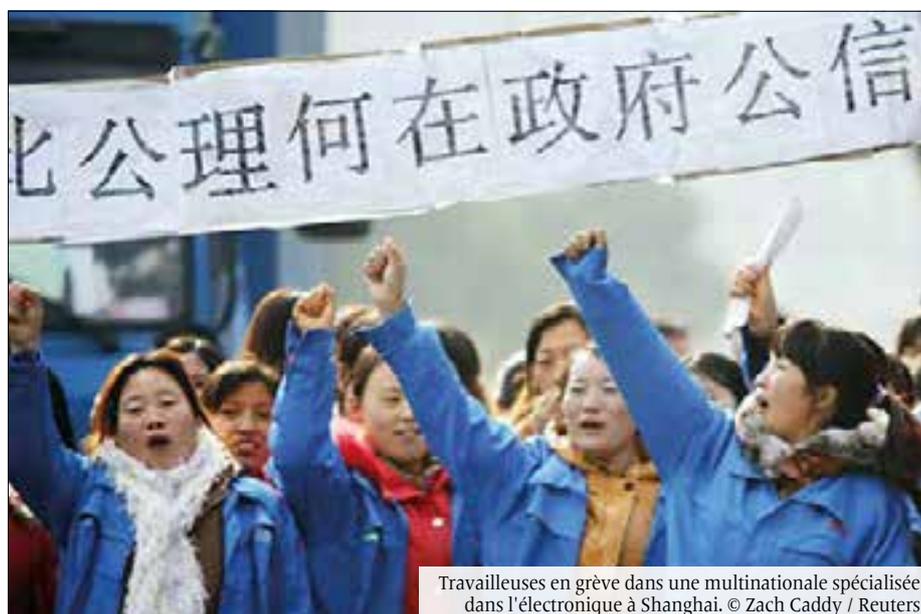
d'avoir des effets dévastateurs sur les conditions de travail.

Les projets inachevés sont une source particulière de tensions sociales, car ils concernent non seulement les travailleur-ses du secteur, mais aussi les citoyen-nes qui ont investi leurs économies dans l'achat de logement. Par exemple, à Xianyang, dans le Shaanxi, le 30 mai, des propriétaires de bâtiments inachevés du projet Sunac Shiguang Chenyue ont manifesté devant le centre de réclamation local, accusant le gouvernement d'avoir détourné des fonds destinés à la construction, ce qui a entraîné plusieurs arrestations par la police.

À Qingdao, Shandong, des centaines de propriétaires du projet immobilier inachevé Heda Xingfucheng ont organisé une manifestation collective dans le district de Chengyang le 31 mai, bloquant la circulation et entrant de force sur le site de construction. Plusieurs propriétaires ont subi des violences de la part de la police.

Ces épisodes montrent que la crise immobilière ne concerne pas seulement les opérateurs du secteur, mais s'étend aux citoyen-nes de la classe dite moyenne qui ont investi leurs économies dans l'achat d'un logement, créant ainsi une base sociale plus large au mécontentement. La convergence de la crise économique et des attentes sociales déçues est un élément particulièrement déstabilisant.

“ Les autorités sont particulièrement préoccupées par l'extension des manifestations au secteur public, traditionnellement considéré comme plus stable et fidèle au système. ”



Travailleuses en grève dans une multinationale spécialisée dans l'électronique à Shanghai. © Zach Caddy / Reuters



## L'extension des manifestations au secteur public : enseignants, médecins et travailleur-ses de la santé

Les autorités sont particulièrement préoccupées par l'extension des manifestations au secteur public, traditionnellement considéré comme plus stable et fidèle au système. Dans la province de Shandong, les enseignant-es contractuel-es n'ont pas reçu de salaire depuis six mois. Un enseignant d'école primaire a déclaré : « *Notre salaire mensuel n'est que d'environ 3 000 yuans (un peu plus de 400 dollars) et, depuis six mois, nous vivons avec de l'argent emprunté* ».

Un enseignant de la région de Shanxi a signalé que son école exigeait la restitution des primes de fin d'année versées au personnel depuis 2021, ainsi qu'une partie de la rémunération perçue pour les activités extrascolaires. Ces mesures ont provoqué un mécontentement généralisé sur le site, comme en témoignent les messages publiés sur le réseau social Xiaohongshu (RedNote).

Les travailleur-ses de la santé sont confronté-es à des problèmes similaires. Une infirmière d'un hôpital public de la province de Gansu, dans le nord-ouest du pays, a déclaré que son salaire mensuel n'était que de 1 300 yuans (moins de 200 USD) et que sa prime de rendement n'avait pas été versée depuis quatre mois. À Fuzhou, dans la province de Jiangxi, des médecins et des infirmier-es de l'hôpital Dongxin n° 6 se sont rassemblé-es devant le bâtiment du gouvernement municipal de Fuzhou le 7 avril, pour réclamer le paiement d'une prime bloquée depuis sept mois.

Comme l'observe Zhang, un enseignant retraité de l'université de Guizhou : « *Dans le passé, ce sont les travailleur-ses migrant-es et les ouvrier-es qui réclamaient des salaires, mais aujourd'hui, les enseignant-es, les médecins et les éboueur-ses sont eux aussi concerné-es. Cela montre que la "structure stable" de la Chine commence à se fragiliser* ». Cette observation rend compte d'un changement qualitatif fondamental : l'extension du mécontentement social à des catégories traditionnellement privilégiées du secteur public indique une crise de légitimité qui va au-delà des difficultés économiques conjoncturelles.

## Violations des droits de l'homme dans le système carcéral : le témoignage de Liu Xijie

Le système judiciaire et carcéral a fait l'objet de violences particulièrement sérieuses qui ont mis en lumière des abus systématiques. Liu Xijie, originaire de Bozhou dans l'Anhui et détenu de 2011 à 2024 à la prison n° 1 de Fushun dans le Liaoning, a trouvé le courage de dénoncer publiquement et nominalement les violences systématiques de la police pénitentiaire, en donnant les noms précis des agents accusés.

Selon son témoignage détaillé, aux alentours de février 2022, plus de 200 prisonniers ont été soumis à des sévices de degrés divers, notamment des tortures électriques à l'aide de matraques électriques, des insultes et des coups pour des infractions mineures telles que des réponses non conformes aux règlements, des postures inappropriées ou un pliage incorrect des couvertures. Les témoignages décrivent de manière particulièrement glaçante comment certains agents pénitentiaires auraient trouvé du plaisir à faire subir des mauvais traitements, piétinant des personnes âgées, introduisant des matraques dans la bouche des détenus, électrocutant des prisonniers au point de provoquer des incontinences fécales.

Le cas le plus grave concerne Fan Hongyu, un prisonnier décédé le 19 février 2022 à la suite de tortures répétées pour le punir de ne pas avoir mémorisé le règlement de la prison. Ce témoignage, rendu public à un moment de tension sociale particulière, met en lumière la façon dont le système répressif utilise des méthodes qui violent systématiquement les droits humains fondamentaux, contribuant au climat général d'oppression qui alimente le mécontentement social.

## Épisodes de protestation étudiante : le cas de Xuchang et la mémoire de Tiananmen

L'analyse des mouvements étudiants révèle des dynamiques particulièrement

significatives. Le 3 juin à Changning, dans la province du Hunan, des centaines de lycéen-nes de l'école Shangyu ont organisé une manifestation spontanée sur le campus pour évacuer le stress des examens d'entrée à l'université. L'événement, d'abord pacifique et caractérisé par des cris libérateurs, a rapidement pris une connotation politique lorsque l'école a alerté les autorités sur l'enthousiasme excessif manifesté par les jeunes.

Lorsque la police est intervenue et a arrêté trois organisateurs présumés, la situation a rapidement dégénéré : les étudiant-es ont formé un mur humain pour empêcher les voitures de police de partir, en criant des slogans tels que « *retirons-nous de l'école, rendez l'argent* » et en exigeant la libération des camarades arrêtés. Malgré la détermination affichée, les policiers ont réussi à briser le cordon d'étudiant-es par la force, emmenant trois jeunes hommes sous le regard impuissant de leurs camarades.

Cet épisode est particulièrement sensible compte tenu de sa proximité temporelle avec l'anniversaire du 4 juin 1989, une date qui continue de représenter un moment extrêmement sensible pour les autorités chinoises. Dans le cas du collège n° 6 de Xuchang, dans le Henan, où une élève s'est vraisemblablement suicidée à cause du harcèlement pratiqué par un professeur, des milliers d'élèves et de citoyen-nes ont manifesté devant l'école, pénétrant dans le campus et endommageant des bureaux avant que la police intervienne. Wu Jianzhong, secrétaire général de la Taiwan Strategy Association, note que l'incident s'étant produit à proximité d'une date sensible comme le 4 juin, les autorités ont réagi avec une extrême prudence, craignant qu'il ne déclenche des troubles sociaux et ne se propage rapidement, comme un incendie.

## Contrôle social et répression : l'anniversaire de Tiananmen

Dans le cadre du 36<sup>e</sup> anniversaire de Tiananmen, les autorités ont mis en œuvre des mesures de contrôle sans précédent

Célèbre photographie de « L'homme de Tian'anmen ». En 2013, elle est parodiée avec des gros canards jaunes qui remplacent les chars. Les autorités chinoises bloquent sur Internet les termes *gros canard jaune*.



à l'encontre du groupe des « mères de Tiananmen ». Pour la première fois dans l'histoire du groupe, toute communication avec le monde extérieur a été coupée, les téléphones portables et les appareils photo étant interdits lors de la commémoration au cimetière de Wan'an à Haidian.

Le 31 mai, les Mères de Tiananmen ont publié une lettre ouverte signée par 108 parents de victimes, commémorant les membres décédés au cours de l'année écoulée et réitérant leurs demandes : enquête impartiale sur l'événement, publication des noms des mort-es, indemnisation des familles et punition des coupables. Zhang Xianling, 87 ans, s'est ému dans une vidéo il y a quelques jours : « Depuis 36 ans, nous n'avons cessé de chercher le dialogue avec les autorités, mais nous n'avons été que mis sous contrôle et réprimés ».

Cette escalade du contrôle met en évidence le fait que les autorités sont particulièrement sensibles à toute forme de mémoire collective liée aux événements de 1989, suggérant un sentiment de vulnérabilité du régime aux liens potentiels entre les protestations contemporaines et les précédents historiques de mobilisation sociale.

## Censure numérique et contrôle de l'information

La gestion de l'information sur les incidents de protestation révèle des stratégies sophistiquées pour contrôler le discours public. Dans le cas de l'incident du collègue Xuchang n° 6, les autorités ont rapidement supprimé tous les contenus publiés sur les médias sociaux, et le fil de discussion sur le collègue Xuchang n° 6 sur le site Weibo a disparu. Lorsque les élèves ont réalisé que leurs messages n'étaient pas diffusés, ils n'ont eu d'autre choix que de retourner leur frustration contre l'école elle-même, ce qui a fini en confrontation ouverte.

Dans le même temps, le cyberspace chinois a montré des réactions anormales. Début juin, dans le jeu de Tencent « Golden Spatula Wars », tous les avatars des utilisateurs de WeChat ont été uniformément remplacés par des pingouins verts et ne pouvaient être modifiés, ce qui a attiré l'attention de tous les joueurs. Un internaute s'est plaint sur X : « Les pingouins étaient à l'origine un symbole de divertissement, mais ils sont maintenant devenus un symbole de la censure ».

En outre, comme chaque année autour du 4 juin, les plateformes de médias sociaux chinoises bloquent des mots-clés

tels que « place », « chars », « 8964 » [Note : Pour 4 juin 1989], et le contenu correspondant est immédiatement supprimé, tandis que les comptes qui les ont publiés risquent d'être interdits. Le 4 juin, l'avocat des droits de l'homme Pu Zhiqiang a été sommé par la police de supprimer son discours commémoratif publié sur X.

## Dynamique de la résistance effective : le cas de Dongguan

Malgré le contrôle autoritaire, plusieurs épisodes montrent que la mobilisation sociale conserve une capacité à influencer les décisions des autorités locales lorsqu'elle atteint des dimensions significatives et formule des demandes économiques concrètes. Le cas de Dongguan est un exemple emblématique de mobilisation spontanée et réussie des travailleur-ses.

Le 2 juin, des centaines de travailleur-ses migrant-es vivant dans le village

de Yangyong, dans la ville de Dalang, se sont opposés à l'introduction d'un système de péage qu'ils et elles considéraient comme économiquement insupportable. Leur action collective, qui a débuté vers 18 heures par le blocage des barrières de péage, s'est progressivement étendue à plusieurs centaines de personnes criant des slogans tels que « enlevez les barrières ».

Sous la pression soutenue des manifestant-es, la police en charge de la stabilité sociale a dû céder vers 22 h, envoyant des personnels retirer tous les équipements du péage. La politique de taxation, mise en œuvre la veille, a été déclarée nulle et non avenue, mettant en évidence le fait que les difficultés économiques poussent les classes populaires à des formes de résistance de plus en plus organisées et efficaces.

## Évolution des stratégies de protestation et de l'organisation sociale

L'analyse révèle une évolution dans la manière dont les manifestations sont organisées, reflétant l'adaptation des

mouvements sociaux au cadre technologique et répressif contemporain. Dans le cas des étudiant-es de Xuchang, l'utilisation des téléphones portables et d'internet a permis une connexion et la constitution rapide de rassemblements, soulignant comment les technologies numériques peuvent agir comme des multiplicateurs d'action collective, en dépit des contrôles gouvernementaux.

Zeng Jianyuan, directeur de l'Association Académique Démocratique chinoise à Taiwan, note que « dans le climat actuel de gouvernance répressive et de purges politiques en Chine, seules les questions apolitiques peuvent obtenir la légitimité permettant l'organisation de formes de rassemblement collectif à grande échelle ». Toutefois, il ajoute que « le Parti communiste chinois perçoit clairement que ce tumulte n'est pas seulement un geste de soutien à une école ou à un incident isolé, mais qu'il reflète également deux problèmes plus profonds ».

Le premier, selon Zeng, est que « sous l'administration de Xi Jinping, la société chinoise connaît une vague de détresse émotionnelle collective, et beaucoup cherchent un exutoire ». Le second est que « l'incident de Xuchang révèle un relâchement du contrôle social par

les autorités locales : les étudiant-es ont pu se coordonner et se rassembler rapidement grâce aux téléphones portables et à Internet, ce qui montre l'échec des mécanismes de maintien de la stabilité ».

Il est clair que les manifestations les plus récentes ne peuvent pas être interprétées comme de simples réactions spontanées à des injustices spécifiques, mais représentent plutôt des manifestations d'un « vague de détresse émotionnelle collective » plus large qui cherche des canaux d'expression à travers des questions apparemment non politiques.

## Crise de légitimité des autorités locales

Les protestations documentées mettent en évidence une crise de légitimité croissante des autorités locales, incapables de concilier efficacement les

« Des centaines de travailleur-ses migrant-es vivant dans le village de Yangyong se sont opposés à l'introduction d'un système de péage qu'ils considéraient comme économiquement insupportable. »



pressions économiques centrales et les besoins sociaux locaux. L'imposition arbitraire de taxes au niveau local est un parfait exemple de cette dynamique.

Dans le cas du village de Pingtang, dans la ville de Gushan, province de Zhejiang, le comité du village a publié un avis annonçant qu'à partir du 10 mai, des « frais de gestion sanitaire » et des « frais de stationnement » seraient prélevés sur toutes les résident-es permanent-es et les travailleur-ses du village : 80 yuans par an pour les adultes, 40 yuans pour les enfants et 500 yuans pour les voitures et les tricycles. L'avis indiquait également que ceux qui ne paieraient pas à temps seraient « mis sous contrôle » à partir du 1<sup>er</sup> juin, et devraient payer un supplément de 100 à 200 yuans, que leur véhicule serait verrouillé, et que ceux qui forceraient les serrures seraient « traités comme des auteurs d'actes de vandalisme contre des biens publics ».

Li, un résident du village, a déclaré que « cette taxe n'a jamais été convenue avec les villageois-es et n'a jamais fait l'objet d'une réunion publique. Je vis ici et je n'ai jamais entendu parler d'une réunion du village approuvant cette taxe ». Certain-es villageois-es ont critiqué la décision du comité du village, la qualifiant d'« extorsion éhontée ». Un autre villageois, Zhang Shun (pseudonyme), a déclaré : « Ma famille compte cinq personnes et nous devons payer 400 yuans par an. Nous ne pouvons absolument pas nous le permettre. Est-ce encore un pays dirigé par le Parti communiste ? » Jia Lingmin, une militante, a souligné que le comité du village est une organisation populaire autonome et que toutes les redevances doivent obtenir un « permis de redevance », faute de quoi elles sont illégales.

Cet épisode illustre la façon dont les gouvernements locaux, sous la pression des difficultés fiscales, ont recours à des mesures de plus en plus désespérées et illégales pour lever des fonds, ce qui érode encore plus leur légitimité aux yeux de la population. Comme l'observe Zhang, un enseignant retraité de l'université de

Guizhou : « Le niveau élevé de la dette locale et le durcissement des politiques centrales ont fortement affecté la gestion fiscale locale. Les victimes les plus directes sont les travailleur-ses permanent-es et contractuel-les ».

## Transformations du tissu social chinois

Tang Gang, un universitaire du Sichuan, propose une analyse particulièrement perspicace des transformations sociales en cours, notant que la société chinoise évolue « d'une société traditionnelle où il était possible de trouver des compromis, de se tolérer mutuellement et de coexister, à une société marquée

par de rudes conflits, où les positions sont irréconciliables et où la coexistence devient impossible ». Cette transformation, qu'il attribue aux changements survenus au cours des dix dernières années sous la direction de Xi Jinping, suggère une détérioration qualitative des relations sociales qui transcende les ques-

tions économiques spécifiques.

Xue, chercheur en relations du travail à Guizhou, identifie plusieurs facteurs qui contribuent à l'accentuation des conflits entre travailleur-ses et patrons. « Tout d'abord, dans certaines entreprises, les dirigeant-es des syndicats sont directement nommés par les patrons, ce qui empêche le syndicat de représenter véritablement les intérêts des travailleur-ses. Cela entrave la défense des droits des salarié-es et alimente les tensions. Deuxièmement, la relation entre le capital et le travail est fortement orientée vers le marché, mais il n'y a pas de répartition équitable des revenus. De plus, dans de nombreuses usines, l'opacité prévaut dans la gestion des questions concernant les travailleur-ses, ce qui exacerbe encore les contradictions ».

L'analyse de Xue montre que les problèmes ne sont pas simplement économiques, mais qu'ils reflètent des déficiences structurelles dans le système de relations industrielles de la Chine. L'absence de syndicats indépendants et représentatifs prive les travailleur-ses de canaux efficaces pour la résolution des conflits, ce

qui les oblige à recourir à des formes de protestation de plus en plus directes et parfois extrêmes.

## Vers des scénarios d'instabilité croissante

L'accumulation des tensions documentées au cours de la période fin mai-début juin 2025 indique à elle seule que la Chine d'aujourd'hui est confrontée à des défis sociaux de nature systémique qui ne peuvent être résolus par les seuls mécanismes répressifs traditionnellement employés par le régime. La transversalité sectorielle des protestations, l'extension géographique nationale des phénomènes et l'implication de catégories traditionnellement stables telles que les enseignant-es et les travailleur-ses de la santé montrent que les difficultés actuelles ne sont pas des fluctuations conjoncturelles mais plutôt des manifestations de contradictions structurelles plus profondes.

La capacité limitée des autorités locales à répondre efficacement aux demandes populaires, combinée au désespoir économique croissant de larges pans de la population, crée des conditions potentiellement explosives. Comme l'a montré l'affaire « Brother 800 », lorsque les voies légales de résolution des conflits s'avèrent inefficaces, les citoyen-nes peuvent recourir à des formes de protestation de plus en plus extrêmes et destructrices.

L'intensification des mesures répressives, visible dans l'isolement des Mères de Tiananmen et la censure rapide des épisodes de protestation, indique une compréhension de sa vulnérabilité de la part du régime, qui pourrait paradoxalement alimenter de nouvelles tensions. La stratégie de contrôle de l'information, bien qu'efficace à court terme, risque d'alimenter la frustration et la radicalisation lorsque les citoyen-nes découvriront l'impossibilité de communiquer leurs revendications par les canaux institutionnels.

Les autorités chinoises semblent se trouver dans une position de plus en plus difficile, obligées de trouver un équilibre entre les exigences du contrôle social et la nécessité de maintenir la stabilité économique. L'expérience de la courte période analysée ici suggère que cette tension atteint des seuils critiques, avec des implications qui pourraient s'étendre bien au-delà des frontières de l'épisode ou du secteur concerné. ■

Le 5 juin 2025

## II<sup>e</sup> Rencontre écosocialiste latino-américaine et caribéenne

# Territoires libres et convergence pour l'action

La période actuelle est marquée par la montée de l'extrême droite et les guerres génocidaires. Dans cette époque, les contradictions du système actuel de production, de distribution et de consommation montrent que nous sommes à un stade avancé d'une crise de civilisation.

Par  
Vanessa Dourado

Il ne s'agit pas d'une crise cyclique du capitalisme comme les autres. La rupture métabolique, cette fracture irréparable dans le cycle naturel d'échange entre la société humaine et la nature, met à l'épreuve la capacité des êtres humains à apporter des réponses compatibles avec l'accélération de la destruction socio-environnementale.

Bon nombre de ces réponses intègrent une stratégie ouvertement guerrière, qu'il s'agisse de guerres commerciales – comme nous l'observons depuis l'arrivée de Donald Trump à la présidence des États-Unis – ou génocidaires, comme c'est le cas à Gaza et dans le cadre de la poursuite du projet de « campagne du désert » (1), qui connaît différentes versions dans divers territoires du monde. Le succès de tous ces projets repose sur l'accumulation de capital et le colonialisme. La guerre pour les ressources et le maintien de l'hégémonie mondiale a généré une crise de gouvernance mondiale qui soulève de nouvelles questions et de nouveaux défis. Nous avons besoin de produire de nouvelles analyses afin de mieux comprendre cette situation faites de changements brutaux et accélérés.

Face au défi de concevoir, créer et mettre en œuvre un plan alternatif au projet mortifère imposé, qui accompagne le « capitalisme cannibale » caractérisé par Fraser, les Rencontres écosocialistes internationales jouent un rôle fondamental. Si nous partons du principe qu'il n'y a pas d'avenir sans présent et que la tâche d'aujourd'hui consiste à créer les conditions d'un monde vivable, un programme de transition écosocialiste est indispensable pour imaginer un avenir face à des crises qui semblent insolubles. Il s'agit

de construire une issue écosocialiste à la crise environnementale profonde qui menace la continuité des modes de vie tels que nous les connaissons sur Terre.

Il est fondamental de sortir du statut d'observateur pour nous considérer comme des acteur·rices du changement, à un moment où notre conception du monde est particulièrement remise en cause. De ce point de vue, il y a un avant et un après Gaza : la lutte écosocialiste est la lutte pour la vie. Par conséquent, cette dimension doit être prise en compte par toute personne qui envisage un programme de transition écosocialiste avec une perspective anticapitaliste. Génocide et écocide ont toujours été liés : l'un rend possible l'autre, et vice versa.

### Face aux logiques capitalistes

Pour penser et agir en ces temps de cruauté, il est important d'opérer un tournant analytique vers « la conscience du lien » et l'empathie, comme le propose Rita Segato (2). Il s'agit de placer, au centre du débat la solidarité écoterritorialisée, l'internationalisme des peuples et une action fondée sur le care, le soin, sans perdre de vue les luttes urbaines, syndicales et les luttes pour de meilleures conditions de vie pour la classe ouvrière. Car résister aujourd'hui, c'est aussi faire face à la précarisation de la vie dans tous ses domaines.

C'est dans le contexte d'un tel défi que se tiendra la 2<sup>e</sup> Rencontre écosocialiste latino-américaine et caribéenne. Sa tenue à Belém (Brésil) à l'occasion de la COP30 est, de manière symbolique, une réponse, et un rejet, à l'idée que l'économie pourrait justifier ou planifier ce que la société construit. Nous le savons, et le romancier Kim Stanley Robinson (3) l'a parfaitement illustré dans



### Vanessa Dourado

Vanessa Dourado est membre d'Attac Argentine et du Réseau international des rencontres écosocialistes.

le Ministère du futur, la solution à l'effondrement environnemental proposée par ceux-là mêmes qui l'ont provoqué est incohérente, contradictoire. Elle repose sur de fausses solutions et des objectifs inatteignables.

La critique est ancienne, mais elle est particulièrement nécessaire actuellement : bien que la COP30 se déroule dans l'un des pays les plus importants pour l'élaboration de stratégies permettant de faire avancer les luttes écoterritoriales, le gouvernement brésilien s'est distingué par son manque d'engagement envers les collectifs en lutte et se rapproche des projets de colonialisme vert. Cela se traduit par l'adoption du projet de loi dit « da devastação » (4) – bien qu'avec des oppositions (5) –, l'annonce de la fin des négociations, avec une possible ratification, de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, et la position enthousiaste

1) La « campagne du désert », ou « conquête du désert », est le nom donné à la campagne menée entre 1878 et 1885 par le gouvernement argentin afin d'obtenir la domination de l'État sur les régions du sud et de la Patagonie orientale. Cette campagne, fondatrice de la nation argentine, s'est faite par l'extermination de milliers de mapuches.  
2) L'autrice fait ici référence à l'ouvrage de Rita Segato, *Contra-pedagogias de la crueldad*, Prometeo Libros, 2018, non traduit en français.



# Rencontres écosocialistes

siaste de Lula à l'égard du Tropical Forest Forever Facility, qui devrait être l'un des principaux projets défendus par le gouvernement brésilien lors de la COP30 et qui est un projet ambitieux de capitalisme vert visant à corriger les préférences « défailances » du marché (6).

## Faire converger les alternatives

Dans le même ordre d'idées, il est préoccupant que des espaces critiques à l'égard de la COP30 envisagent un lien direct avec les gouvernements. La nécessité de créer des espaces autonomes, comme l'ont toujours été les contre-sommets ou les sommets des peuples, en cohérence avec les luttes antisystémiques, est essentielle et devrait être non négociable. L'ingérence des gouvernements dans les processus d'auto-organisation de la société civile compromet la possibilité de proposer des alternatives populaires.

La 2<sup>e</sup> Rencontre écosocialiste se tiendra du 8 au 11 novembre et s'inscrit dans les espaces autonomes de débat et de construction de récits alternatifs existants. Ainsi ces dates ont été soigneusement choisies afin



3) Kim Stanley Robinson est un auteur de science-fiction étatsunien. Particulièrement connu pour sa trilogie sur la terraformation de mars : *Mars la rouge*, *Mars la verte* et *Mars la bleue*. Ses récits, très documentés tant sur le plan biologique qu'anthropologique, ont une forte dimension politique.

4) Loi de dévastation, de son vrai nom : Projet de loi d'assouplissement des réglementations environnementales.

5) Les éluEs du PT de Lula ont voté contre. Lula a opposé son veto à certaines parties du projet mais la loi est entrée en vigueur et ce veto peut être rejeté par le Congrès.

6) Lire, de Mary Louise Malig et Pablo Solón, « TFFF: Una falsa solución para los bosques tropicales » (TFFF: une fausse solution pour les forêts tropicales).

de ne pas interférer avec les activités du Sommet des peuples, qui se tiendra du 12 au 16 novembre, ni avec l'initiative « Charte de la Terre », prévue les 7 et 8 novembre.

Sur le plan stratégique, cette deuxième

“ *Lutter pour la délimitation des terres ancestrales, pour la préservation des forêts et contre le racisme environnemental qui touche les peuples racisés.* ”

rencontre – qui s'inscrit dans la continuité des débats menés à Buenos Aires en 2024 et s'appuie également sur les cinq rencontres précédentes organisées en Suisse, dans l'État espagnol, au Pays basque et au Portugal – vise à faire converger les

points de vue écosocialistes avec d'autres alternatives anticapitalistes qui ont vu le jour au cours des dernières décennies. L'objectif est de générer des actions concrètes coordonnées pour la construction d'un horizon commun. À cette fin, les éléments clés des propositions de différents collectifs qui réfléchissent et construisent des alternatives aux formes de production, de reproduction, de consommation, de distribution, d'organisation et de conception civilisationnelle du système capitaliste, seront débattus.

Cette rencontre, la première à se tenir en Amazonie, vise à faire entendre la voix des collectifs qui luttent pour la délimitation de leurs terres ancestrales et pour la préservation des forêts contre la déforestation et le racisme environnemental qui touche les peuples racisés. Au-delà d'un bilan critique des expériences des États plurinationaux, elle permettra de partager les projets de territoires sans combustibles fossiles ni exploitation minière qui voient le jour dans différentes régions d'Amérique latine.

## Les objectifs de la rencontre

La rencontre proposera également un débat approfondi et critique sur les projets de transition préparés sans la participation des populations touchées par l'extractivisme, ainsi que sur une caractérisation des impérialismes dans le contexte politique actuel, dans lequel des projets tels que les BRICS et le repositionnement de la Chine soulèvent des questions sur les opportunités et les menaces pour les territoires du Sud global. Les guerres, la militarisation, les dettes et les accords commerciaux et d'investissement apparaissent comme la

stratégie bien connue – mais plus violente depuis la montée des droites néofascistes – de subordination, de dépendance et de contrôle des territoires, menaçant la souveraineté des pays.

Dans la continuité du débat qui a animé toutes les rencontres précédentes, l'un des axes centraux sera l'écosyndicalisme et l'action dans le monde du travail, ainsi que les écoféminismes et les économies du soin dans une perspective écoterritoriale. Dans le cadre de la discussion sur la stratégie écosocialiste, seront abordées : les tactiques menant à l'écosocialisme ; l'écosocialisme et le pouvoir ; les dialogues entre le Nord et le Sud sur les méthodes et les contenus de la discussion ; le positionnement face à la COP ; et d'autres débats tels que la décroissance, les droits de la nature, les zones péri-urbaines et les populations des villes, la démocratie écosocialiste.

Malgré l'énorme défi que représente l'organisation de cet événement, notamment en raison des aspects logistiques et des coûts élevés de l'hébergement à Belém, le lieu de la rencontre est désormais confirmé et un comité local a été mis en place pour organiser la logistique de l'événement et apporter son soutien, notamment en proposant des hébergements aux personnes qui participeront à la rencontre.

Les inscriptions à l'événement, qui seront obligatoires, ouvriront prochainement, car nous ne pouvons accueillir que 350 personnes. Conformément à son principe d'autonomie, l'événement est entièrement financé par les organisations et les personnes qui y participent, ce qui signifie que nous ne pouvons garantir le financement des billets et des transports sur place.

Nous nous attendons à une participation importante des collectifs et des personnes venant des différents territoires brésiliens ; c'est pourquoi, si nécessaire, la participation des délégations par pays pourra être limitée, afin que les débats se déroulent avec la plus grande participation et le plus grand pluralisme possible.

La question des territoires libres et la convergence pour l'action sont les thèmes sur lesquels cette rencontre entend progresser, en transmettant les propositions, les questions et les débats aux 7<sup>e</sup> Rencontres écosocialistes internationales qui se tiendront à Bruxelles au printemps 2026. ■

Le 19 septembre 2025

**Les informations sur le processus d'organisation des Rencontres sont disponibles sur la page Instagram [inter.ecosoc](#).**

# Des centaines de milliers de personnes contre l'amnistie accordée à Bolsonaro

Le printemps de l'hémisphère sud a commencé en avance au Brésil. Dimanche 21 septembre, une centaine de villes à travers le pays, dont les capitales São Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Salvador, Porto Alegre, Recife et Brasília, ont été le théâtre d'un événement sans précédent depuis trois ans : les militant·es, la gauche et les mouvements sociaux sont descendu·es dans les rues et sur les places, aux côtés de secteurs populaires plus larges, tout aussi indignés par deux mesures votées par la Chambre des député·es.

Par  
Ana C. Carvalhaes

Les manifestations à São Paulo et Rio ont été les plus importantes depuis les mobilisations pour Fora Bolsonaro (Bolsonaro dehors), entre 2021 et 2022, et la célébration de la victoire de Lula sur l'avenue Paulista en octobre 2022.

L'étincelle a été l'approbation par la Chambre des député·es, l'organe parlementaire le plus réactionnaire de l'histoire du pays, d'un régime d'urgence visant à envisager l'amnistie pour les personnes impliquées dans la tentative de coup d'État de 2022-2023. À cela s'est ajoutée l'approbation d'un projet d'amendement constitutionnel (PEC) visant à empê-

cher toute enquête et toute sanction à l'encontre des parlementaires pendant leur mandat, une mesure rapidement surnommée « PEC da Bandidagem » (PEC des bandits). Le vote sur ces deux mesures a donné un résultat d'environ 350 voix (la somme de l'extrême droite et de la droite oligarchique traditionnelle) contre un peu plus de 150 voix.

L'offensive de la droite au Congrès était une réponse à la condamnation par la Cour suprême fédérale, le 11 septembre, de Bolsonaro et de sept complices issus du noyau dur du complot visant à organiser le coup d'État de 2022-2023. Bolsonaro et ses complices – dans la tentative de coup d'État autoritaire qui comprenait un plan visant à assas-



**Ana Cristina Carvalhaes**

Ana Cristina Carvalhaes est militante au Brésil et membre de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

siner Lula, son adjoint, Alckmin, et le magistrat Alexandre de Moraes – ont été condamnés à plus de dix ans de prison. Le procès et le verdict ont été salués par les gouvernements démocratiques, les mouvements sociaux et les médias non fascistes du monde entier. Mais sur le plan intérieur, les néofascistes ne sont pas restés les bras croisés.



São Paulo © Mtvdanilo/ CC BY 4.0



Rio de Janeiro © EBC/Agência Brasil Oficial



Des estimations extrêmement prudentes font état de la participation de plus de 600 000 personnes aux manifestations. Par rapport aux manifestations d'extrême droite organisées le 7 septembre en faveur de l'amnistie, les manifestations démocratiques ont clairement pris le dessus, tant en termes quantitatifs que qualitatifs.



Porto Alegre/RS. © Jonathan Silva

## Des centaines de milliers contre l'amnistie accordée à Bolsonaro

Organisées en moins d'une semaine par une « coalition » d'artistes progressistes et de mouvements sociaux – fédérations syndicales, syndicats indépendants, mouvements de sans-abri, mouvements noirs – après une explosion d'indignation sur les réseaux sociaux, les manifestations se sont répandues à l'échelle nationale. Les organisations qui ont appelé à manifester ont ensuite été rejointes par des partis de gauche (PSOL, PCdoB, PT, UP), des partis moins à gauche (PDT, PSB) et de nombreuses personnes des classes populaires.

### Un tournant

La vague de manifestations a marqué un tournant dans le conflit politique central du pays, entre la gauche au sens large et le néofascisme. Disposant toujours d'une base populaire importante et menaçante, l'extrême droite brésilienne profitait depuis août d'une alliance explicite, sans aucun scrupule, avec le gouvernement américain, pour obtenir de force l'amnistie avec laquelle elle entend libérer Bolsonaro et ses amis.

Lors du rassemblement du 7 septembre à São Paulo, l'extrême droite a même déployé un drapeau américain de 20 mètres de long sur l'avenue. Alors qu'aux États-Unis, le député Eduardo Bolsonaro, troisième fils de

l'ancien président, négociait ouvertement avec la Maison Blanche pour renforcer les sanctions contre le pays et les juges dans l'affaire contre les putschistes, à la Chambre des députés la semaine dernière les néofascistes ont concentré leurs efforts sur la négociation avec le leader de la droite à la Chambre, Hugo Motta, pour faire adopter rapidement l'amnistie. Au cours de ces négociations, les partisans de Bolsonaro ont profité d'un intérêt commun avec le « Centrão » (se protéger des procédures de la Cour suprême dans les affaires d'utilisation abusive des fonds budgétaires alloués aux députés) pour donner naissance à la malheureuse PEC des bandits.

Ils ont mal calculé leur coup. La menace d'une impunité totale pour les « politiciens » a indigné et attisé la colère d'une grande partie de la population.

### Premiers résultats

En plus de montrer qu'il est possible d'attirer les gens dans la rue, les manifestations ont également eu, selon d'autres commentateurs de la presse capitaliste, deux réalisations symboliques importantes dans l'histoire récente de ce pays polarisé. Avec « l'aide » de l'attaque impérialiste de Trump contre l'économie et la souveraineté politique du pays, la gauche a retrouvé (du moins pour l'instant) le drapeau brésilien, qui avait été détourné pendant plus de dix ans par les partisans de Bolsonaro. Dans le même temps, c'était la première fois depuis 2013 que l'indignation contre la corruption dans l'appareil d'État était menée par le mouvement progressiste de masse.

Le résultat concret du parcours de dimanche, au-delà du regain d'activisme, est déjà visible dans les excuses publiques de quatre députés de droite qui ont voté en faveur des projets de loi, dont le regret apparent d'au moins deux des 12 députés du PT qui ont voté avec la droite, et dans les promesses du président du Sénat – qui doit évaluer les propositions conformément aux lois du pays – d'entraver la procédure et, par conséquent, l'approbation des deux résolutions.

Rien de tout cela – à l'exception du regain d'énergie pour continuer à se battre – ne garantit que Bolsonaro purgera sa peine de plus de 27 ans de prison, ni que l'offensive des corrompus et des potentiellement corrompus sera effectivement vaincue. Si l'on considère la période qui s'est écoulée depuis l'élection de Lula contre Bolsonaro, le mouvement social et la gauche ont gagné une bataille importante dans la rue et sont en mesure de renverser la tendance. Mais la lutte sera difficile : l'extrême droite peut compter non seulement sur le gouvernement du pays le plus puissant du monde, qui prend de nombreuses mesures contre le Brésil, le gouvernement brésilien et le pouvoir judiciaire, mais aussi sur un atout électoral non négligeable : un « Bolsonaro apprivoisé », un néofasciste au tempérament maîtrisé, sous les traits d'un bon administrateur, qu'est le gouverneur de São Paulo, Tarcísio de Freitas.

La situation exige que la mobilisation de rue se poursuive. Et cela fait du conflit politico-idéologique et de la lutte concrète des travailleur-ses de São Paulo contre Tarcísio l'un des défis centraux des mois à venir. ■



Brasília